RAPPORT AUX ACTIONNAIRES

Période de trois mois close le 30 novembre 2016

FAITS SAILLANTS

(en milliers de dollars, sauf les pourcentages et les données par action)	Trimestres clos les 30 novembre 2016 $	2015 $	Variation %
Opérations			
Produits	**583 088**	582 903	—
BAIIA ajusté[1]	**261 267**	255 154	2,4
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	**—**	2 030	—
Bénéfice de la période	**81 959**	66 831	22,6
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	**30 765**	25 197	22,1
Flux de trésorerie			
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	**122 875**	90 247	36,2
Acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	**97 344**	147 230	(33,9)
Flux de trésorerie disponibles[1]	**109 333**	40 938	—
Situation financière[2]			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**47 056**	68 344	(31,1)
Immobilisations corporelles	**1 996 747**	2 004 247	(0,4)
Total de l'actif	**5 513 482**	5 495 520	0,3
Endettement[3]	**2 989 645**	2 974 119	0,5
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société	**530 368**	503 344	5,4
Données par action[4]			
Bénéfice par action			
De base	**1,84**	1,51	21,9
Dilué	**1,83**	1,50	22,0
Dividendes	**0,34**	0,295	15,3

(1) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les Normes internationales d'information financière (les « IFRS »); par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Mesures financières non définies par les IFRS » du rapport de gestion.

(2) Au 30 novembre 2016 et au 31 août 2016.

(3) L'endettement est défini comme le total de l'endettement bancaire, du solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises, du capital de la dette à long terme et des obligations en vertu des instruments financiers dérivés.

(4) Par action à droits de vote multiples et action subalterne à droit de vote.

RAPPORT DE GESTION

Période de trois mois close le 30 novembre 2016

1. ÉNONCÉS DE NATURE PROSPECTIVE

Le présent rapport de gestion contient des énoncés qui pourraient être de nature prospective au sens des lois sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs représentent de l'information ayant trait aux perspectives et aux événements, aux affaires, aux activités, à la performance financière, à la situation financière ou aux résultats anticipés de Cogeco inc. (« Cogeco » ou la « Société ») et, dans certains cas, peuvent être introduits par des termes comme « pourrait », « sera », « devrait », « s'attendre », « planifier », « anticiper », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « prédire », « potentiel », « continuer », « prévoir », « assurer » ou d'autres expressions de même nature à l'égard de sujets qui ne constituent pas des faits historiques. De manière plus précise, les énoncés concernant les projections financières, les résultats d'exploitation et la performance économique futurs de la Société, ainsi que ses objectifs et stratégies, représentent des énoncés prospectifs. Ces énoncés sont fondés sur certains facteurs et hypothèses, y compris en ce qui a trait à la croissance prévue, aux résultats d'exploitation, au rendement ainsi qu'aux perspectives et aux occasions d'affaires que Cogeco juge raisonnables au moment de les formuler. Se reporter plus particulièrement aux rubriques « Stratégies et objectifs de l'entreprise » et « Projections financières pour l'exercice 2017 » du rapport de gestion annuel de 2016 de la Société pour prendre connaissance de certaines hypothèses clés relatives à l'économie, au marché et aux opérations que nous avons formulées dans le cadre de la préparation des énoncés prospectifs. Bien que la direction les considère comme raisonnables en fonction de l'information dont elle dispose au moment de les formuler, ces hypothèses pourraient se révéler inexactes. Les énoncés prospectifs sont aussi assujettis à certains facteurs, y compris les risques et incertitudes, qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des prévisions actuelles de Cogeco. Ces facteurs comprennent certains risques, comme ceux liés à la concurrence, au commerce, à la réglementation, à la technologie, aux finances, à la conjoncture économique, à la propriété, aux menaces humaines ou naturelles qui pèsent sur notre réseau, sur nos infrastructures et sur nos systèmes, et aux litiges, et bon nombre de ces risques sont indépendants de la volonté de la Société. Pour de plus amples renseignements sur ces risques et incertitudes, la Société invite le lecteur à se reporter à la rubrique « Incertitudes et principaux facteurs de risque » du rapport de gestion annuel 2016 et du présent rapport de gestion de la Société. Ces facteurs n'ont pas pour objet de représenter une liste complète des facteurs qui pourraient avoir une incidence sur Cogeco, et les événements et résultats futurs pourraient être bien différents de ce que la direction prévoit actuellement. La Société invite le lecteur à ne pas s'appuyer outre mesure sur les renseignements de nature prospective figurant dans le présent rapport de gestion, renseignements qui représentent les attentes de Cogeco à la date du présent rapport de gestion (ou à la date à laquelle elles sont censées avoir été formulées), lesquels pourraient changer après cette date. Bien que la direction puisse décider de le faire, rien n'oblige la Société (et elle rejette expressément une telle obligation) à mettre à jour ni à modifier ces renseignements de nature prospective à tout moment, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs, sauf si la loi l'exige.

Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, sauf indication contraire. Ce rapport devrait être lu conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés et les notes afférentes de la Société pour la période de trois mois close le 30 novembre 2016, préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), et avec le rapport de gestion compris dans le rapport annuel de 2016 de la Société.

2. STRATÉGIES ET OBJECTIFS DE L'ENTREPRISE

Les objectifs de Cogeco sont d'offrir des services d'excellente qualité à ses clients et de créer de la valeur pour les actionnaires en augmentant la rentabilité et en assurant une croissance continue des produits. La Société maximise la rentabilité et la valeur pour les actionnaires en effectuant un contrôle rigoureux de ses dépenses. Pour y parvenir, Cogeco s'efforce d'améliorer l'efficacité de ses processus. La Société mesure sa performance à l'égard de ces objectifs en surveillant ses produits, son BAIIA ajusté[1] et ses flux de trésorerie disponibles[1].

Les stratégies mises en œuvre à cette fin sont propres à chaque secteur, comme il est décrit ci-après.

SECTEUR DES COMMUNICATIONS

Cogeco Communications inc. (« Cogeco Communications ») s'engage à offrir à ses clients des services d'excellente qualité et à accroître la valeur pour l'actionnaire. La Société se concentre sur l'optimisation de la rentabilité tout en gérant l'utilisation du capital de façon efficace pour générer une croissance future. Pour atteindre ces objectifs, Cogeco Communications a élaboré les stratégies suivantes :

Services à large bande canadiens et américains	Services de technologies de l'information et des communications aux entreprises (les « Services de TIC aux entreprises »)
Élargir l'offre de services, améliorer les services existants en les fournissant à des prix intéressants et rechercher des acquisitions à valeur ajoutée	Faire la promotion de la nouvelle image de marque au moyen d'une approche centrée sur les gens
Améliorer les réseaux à l'aide de technologies avancées à la fine pointe	Accroître notre bassin de clientèle à l'aide d'une stratégie de mise en marché améliorée qui vise particulièrement certains marchés horizontaux et verticaux
Améliorer l'expérience client et les processus d'affaires pour renforcer la fidélisation et la rétention des clients	Rationaliser et élargir notre gamme de produits pour mettre en marché des solutions pertinentes qui seront soutenues par un service à la clientèle exceptionnel
Maintenir une gestion solide du capital et un contrôle rigoureux des dépenses	Renforcer les processus et les systèmes internes afin d'améliorer l'efficience opérationnelle et d'optimiser la progression des infrastructures
	Optimiser l'utilisation des actifs courants afin d'optimiser les flux de trésorerie

Cogeco Communications mesure sa performance à l'égard de ces objectifs en surveillant ses produits, son BAIIA ajusté, sa marge d'exploitation, ses flux de trésorerie disponibles et l'intensité du capital. Pour plus de détails, se reporter au rapport annuel de 2016 de Cogeco Communications inc., disponible à l'adresse www.sedar.com ou sur le site Internet de la Société, à corpo.cogeco.com.

ACTIVITÉS DU SECTEUR DES MÉDIAS

Les activités du secteur des médias sont axées sur l'amélioration continue de la programmation et la diversification du portefeuille de produits en vue d'accroître la part de marché et, par le fait même, la rentabilité.

2.1 INDICATEURS DE RENDEMENT CLÉS

PRODUITS

Pour la période de trois mois close le 30 novembre 2016, les produits sont demeurés essentiellement inchangés, à 583,1 millions $, comparativement à 582,9 millions $ pour la période correspondante de l'exercice 2016, en raison de la croissance du secteur des communications, contrebalancée en partie par la diminution des produits provenant des activités du secteur des médias qui est attribuable à la vente de Métromédia CMR Plus inc. (« Métromédia ») le 5 janvier 2016.

BAIIA AJUSTÉ

Pour la période de trois mois close le 30 novembre 2016, le BAIIA ajusté a augmenté de 6,1 millions $, ou 2,4 %, pour atteindre 261,3 millions $, comparativement à 255,2 millions $ pour la période correspondante de l'exercice 2016, en raison de l'amélioration du secteur des communications.

FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

Pour la période de trois mois close le 30 novembre 2016, les flux de trésorerie disponibles se sont chiffrés à 109,3 millions $, une hausse de 68,4 millions $ par rapport au montant de 40,9 millions $ enregistré pour la période correspondante de l'exercice précédent, essentiellement attribuable à une baisse des acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs qui découle du calendrier de certaines initiatives et de l'optimisation des dépenses d'investissement qui a davantage été mise au premier plan dans le secteur des communications. L'augmentation du BAIIA ajusté a également contribué à la hausse des flux de trésorerie disponibles.

(1) Les termes désignés n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS; par conséquent, ils peuvent ne pas être comparables avec des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique « Mesures financières non définies par les IFRS » du rapport de gestion.

3. CROISSANCE DE L'ENTREPRISE ET AUTRES DÉVELOPPEMENTS

Le sondage Numeris réalisé à l'automne 2016 dans la région de Montréal par *Portable People Meter* (« PPM ») révèle que, dans le marché francophone de Montréal, 98,5 FM est la radio qui se classe au premier rang auprès de tous les auditeurs de deux ans et plus (« 2+ »), tandis que Rythme FM a maintenu sa position de chef de file auprès de l'ensemble des auditeurs de « 25 à 54 ans » et que CKOI est bien positionnée dans cette même catégorie. *The Beat* est la radio musicale qui se classe au premier rang dans le marché anglophone de Montréal auprès de tous les auditeurs de deux ans et plus (« 2+ »). Enfin, dans les autres régions du Québec, la plupart de nos stations de radio ont enregistré de bonnes cotes d'écoute.

Le 9 décembre 2016, la filiale de la Société, Cogeco Communications inc., a apporté des modifications à sa facilité à terme renouvelable, dont l'échéance a été prolongée d'une année additionnelle, soit jusqu'au 24 janvier 2022. En outre, le 5 décembre 2016, la Société a apporté des modifications à sa facilité à terme renouvelable. Aux termes de ces modifications, l'échéance a été prolongée d'une année additionnelle, soit jusqu'au 1er février 2022.

4. RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET FINANCIERS

4.1 RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Trimestres clos les 30 novembre	2016	2015	Variation
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	$	$	%
Produits	583 088	582 903	—
Charges d'exploitation	321 821	327 749	(1,8)
BAIIA ajusté	261 267	255 154	2,4

PRODUITS

Pour le premier trimestre de l'exercice 2017, les produits sont demeurés essentiellement inchangés, à 583,1 millions $, comparativement à 582,9 millions $ à la période correspondante de l'exercice 2016. La hausse tient au secteur des communications et est en partie contrebalancée par une baisse des produits des activités du secteur des médias imputable à la vente de Métromédia le 5 janvier 2016.

Les produits du secteur des communications pour le premier trimestre de l'exercice 2017 ont augmenté de 8,8 millions $, ou 1,6 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour atteindre 549,1 millions $, stimulés par la croissance de 7,0 % des activités des Services à large bande américains et de 1,0 % des activités des Services à large bande canadiens, facteur contrebalancé en partie par la diminution de 6,3 % enregistrée par les activités des Services de TIC aux entreprises. Pour plus de détails sur les produits, se reporter à la rubrique « Secteur des communications ».

CHARGES D'EXPLOITATION

Pour le premier trimestre de l'exercice 2017, les charges d'exploitation se sont chiffrées à 321,8 millions $, soit une baisse de 5,9 millions $, ou 1,8 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution des charges d'exploitation tient essentiellement à la vente de Métromédia au sein des activités du secteur des médias au deuxième trimestre de l'exercice 2016, contrebalancée en partie par la hausse enregistrée au sein du secteur des communications.

Dans le secteur des communications, les charges d'exploitation pour le premier trimestre de l'exercice 2017 se sont chiffrées à 294,7 millions $, soit une hausse de 3,1 millions $, ou 1,1 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les charges d'exploitation ont augmenté pour les activités des Services à large bande américains, sont demeurées stables pour les activités des Services à large bande canadiens et ont diminué pour les activités des Services de TIC aux entreprises. Pour plus de détails sur les charges d'exploitation, se reporter à la rubrique « Secteur des communications ».

BAIIA AJUSTÉ

Le BAIIA ajusté pour le premier trimestre de l'exercice 2017 a augmenté de 6,1 millions $, ou 2,4 %, pour atteindre 261,3 millions $, en raison de l'amélioration du secteur des communications.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2017, le BAIIA ajusté du secteur des communications a augmenté de 5,6 millions $, ou 2,3 %, pour se chiffrer à 249,7 millions $, en raison de l'amélioration des activités des Services à large bande américains et canadiens, contrebalancée en partie par une diminution du BAIIA ajusté des activités des Services de TIC aux entreprises. Pour plus de détails sur le BAIIA ajusté, se reporter à la rubrique « Secteur des communications ».

4.2 CHARGES FIXES

Trimestres clos les 30 novembre	2016	2015	Variation
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	$	$	%
Dotation aux amortissements	119 908	127 163	(5,7)
Charges financières	33 335	34 991	(4,7)

Pour le premier trimestre de l'exercice 2017, la dotation aux amortissements a diminué de 7,3 millions $, ou 5,7 %, pour s'établir à 119,9 millions $, comparativement à 127,2 millions $ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution s'explique essentiellement par la baisse des acquisitions d'immobilisations corporelles, par l'amortissement complet de certaines immobilisations et par une perte de valeur de 21,5 millions $ des immobilisations incorporelles au sein du secteur des communications au troisième trimestre de l'exercice 2016.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2017, les charges financières ont diminué de 1,7 million $, ou 4,7 %, pour atteindre 33,3 millions $, contre 35,0 millions $, essentiellement en raison du niveau d'endettement plus faible par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

4.3 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Pour le premier trimestre de l'exercice 2017, les impôts sur le résultat ont augmenté de 1,9 million $, ou 8,0 %, pour s'établir à 26,1 millions $, comparativement à 24,1 millions $ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse du bénéfice avant impôts sur le résultat qui a été contrebalancée en partie par l'incidence sur les impôts différés résultant du changement des taux d'imposition quasi adoptés.

Le 26 mars 2015, le gouvernement du Québec a annoncé, dans le cadre de son budget de 2015, que le taux d'imposition sur le revenu des sociétés sera réduit graduellement de 0,1 % par année, le faisant ainsi passer de 11,9 % en 2017 à 11,5 % en 2020. Ces réductions de taux, qui ont été quasi adoptées le 15 novembre 2016, ont donné lieu à une diminution d'environ 1,6 million $ des passifs d'impôts différés et des impôts différés au cours du trimestre.

4.4 BÉNÉFICE DE LA PÉRIODE

Pour le premier trimestre de l'exercice 2017, le bénéfice de la période s'est chiffré à 82,0 millions $, dont une tranche de 30,8 millions $, ou 1,84 $ par action, était attribuable aux propriétaires de la Société, contre 66,8 millions $ pour la période correspondante de l'exercice précédent, dont une tranche de 25,2 millions $, ou 1,51 $ par action, était attribuable aux propriétaires de la Société, principalement en raison de l'augmentation du BAIIA ajusté conjuguée à la diminution de la dotation aux amortissements.

La participation ne donnant pas le contrôle correspond à une participation d'environ 68,2 % dans les résultats de Cogeco Communications. Pour le premier trimestre de l'exercice 2017, le bénéfice de la période attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle s'est chiffré à 51,2 millions $, comparativement à 41,6 millions $ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

5. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Cogeco détient 31,8 % des actions de participation de Cogeco Communications, représentant 82,3 % des actions à droit de vote de Cogeco Communications.

Cogeco fournit des services de direction, d'administration, de planification stratégique et financière et d'autres services à Cogeco Communications en vertu d'une convention de services de gestion. En vertu de la convention, les honoraires de gestion sont payables mensuellement et correspondent à 0,85 % des produits consolidés de Cogeco Communications, sans plafond ni ajustement en fonction de l'inflation. De plus, la convention prévoit une provision pour ajustement futur à la demande de Cogeco Communications ou de la Société, dans l'éventualité où le montant des honoraires de gestion ne cadrerait plus avec les coûts, le temps et les ressources investis par Cogeco. Cogeco Communications rembourse à Cogeco les frais et débours engagés dans le cadre des services fournis aux termes de la convention.

Aucune rémunération directe n'est payable aux hauts dirigeants de Cogeco par Cogeco Communications. Toutefois, au cours du premier trimestre de l'exercice 2017, Cogeco Communications a attribué 81 350 options sur actions (69 750 en 2016), elle n'a attribué aucune unité d'actions incitatives et elle a attribué 12 150 unités d'actions liées au rendement (11 150 en 2016) à ces hauts dirigeants à titre de hauts dirigeants de Cogeco Communications. Au cours du premier trimestre de l'exercice 2017, Cogeco Communications a facturé à Cogeco des montants de 163 000 $ (144 000 $ en 2016), de 33 000 $ (113 000 $ en 2016) et de 136 000 $ (124 000 $ en 2016), respectivement, relativement aux options sur actions, aux unités d'actions incitatives et aux unités d'actions liées au rendement de Cogeco Communications qu'elle a attribuées à ces hauts dirigeants.

Le 2 août 2016, une convention de prêt intersociétés a été conclue entre la Société et sa filiale, Cogeco Communications, en vertu de laquelle une facilité de crédit renouvelable a été constituée à l'usage de Cogeco Communications. Le montant maximal en capital de la facilité a été établi à 40 millions $, et la totalité de ce montant a été versée à Cogeco Communications à la date de signature. Ce montant demeurait impayé au 30 novembre 2016. La facilité de crédit est payable à vue, et les intérêts sont calculés sur le solde quotidien à un taux annuel équivalant à l'emprunt renouvelable de Cogeco Communications libellé en dollars américains assorti à la facilité renouvelable canadienne, tout en tenant compte de l'incidence des conventions de swaps de devises.

Il n'y a eu aucune autre transaction significative entre parties liées au cours des périodes considérées.

6. ANALYSE DES FLUX DE TRÉSORERIE

Trimestres clos les 30 novembre	2016	2015
(en milliers de dollars)	$	$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	122 875	90 247
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(89 963)	(146 923)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(54 954)	(66 705)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie libellés en monnaies étrangères	754	669
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(21 288)	(122 712)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	68 344	164 189
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	47 056	41 477

6.1 ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Au premier trimestre de l'exercice 2017, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ont atteint 122,9 millions $, comparativement à 90,2 millions $ à la période correspondante de l'exercice 2016, ce qui représente une augmentation de 32,6 millions $, ou 36,2 %, en raison essentiellement des facteurs suivants :

- l'augmentation de 6,1 millions $ du BAIIA ajusté;
- la diminution de 37,1 millions $ des impôts sur le résultat payés;
- la diminution de 4,7 millions $ des charges financières payées; partiellement contrebalancées par
- l'augmentation de 23,6 millions $ des variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie découlant principalement des variations du fonds de roulement.

6.2 ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Pour le premier trimestre de l'exercice 2017, les activités d'investissement ont diminué de 57,0 millions $, ou 38,8 %, pour s'établir à 90,0 millions $, comparativement à 146,9 millions $ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution tient essentiellement à la diminution des acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs, comme il est expliqué plus loin.

ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES, D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET D'AUTRES ACTIFS

Pour le premier trimestre de l'exercice 2017, les acquisitions d'immobilisations corporelles se sont chiffrées à 91,8 millions $, contre 142,2 millions $ pour la période correspondante de l'exercice 2016, ce qui représente une diminution de 50,4 millions $, en raison essentiellement des facteurs suivants dans le secteur des communications :

Une diminution enregistrée par les activités des Services à large bande canadiens en raison

- de la baisse des équipements à l'abonné, de l'infrastructure évolutive et des extensions de réseaux en raison du calendrier de certaines initiatives; facteurs contrebalancés en partie par
- les dépenses supplémentaires au titre des immobilisations de soutien.

Une diminution enregistrée par les activités des Services de TIC aux entreprises en raison

- de l'optimisation des dépenses d'investissement qui a davantage été mise au premier plan;
- du calendrier de certaines initiatives.

Une augmentation enregistrée par les activités des Services à large bande américains en raison

- des acquisitions additionnelles d'infrastructure évolutive afin d'améliorer notre réseau dans certaines régions desservies;
- de la croissance des unités de service primaire(1).

Les acquisitions d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs se sont chiffrées à 5,5 millions $, comparativement à 5,0 millions $ pour le premier trimestre de l'exercice 2016.

REGROUPEMENT D'ENTREPRISES AU COURS DE L'EXERCICE 2017

Le 1er septembre 2016, Cogeco Connexion, une filiale en propriété exclusive de Cogeco Communications, a conclu l'acquisition de l'ensemble des actions de Briand et Moreau Câble inc., une entreprise de câblodistribution régionale exerçant ses activités en Gaspésie, au Québec, qui desservait, au 1er septembre 2016, 1 439 clients de services de vidéo et 808 clients de services Internet.

(1) Représente la somme des clients des services de vidéo, Internet et de téléphonie.

6.3 FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES ET ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

Au premier trimestre de l'exercice 2017, les flux de trésorerie disponibles ont atteint 109,3 millions $, comparativement à 40,9 millions $ à la période correspondante de l'exercice précédent, soit une hausse de 68,4 millions $, principalement en raison des facteurs suivants :

- la diminution de 49,9 millions $ des acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs qui découle du calendrier de certaines initiatives et de l'optimisation des dépenses d'investissement qui a davantage été mise au premier plan dans le secteur des communications;
- l'augmentation de 6,1 millions $ du BAIIA ajusté.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Pour le premier trimestre de l'exercice 2017, la baisse du niveau d'endettement découlant des remboursements sur la dette a entraîné une diminution de la trésorerie de 31,0 millions $, alors que, pour la période correspondante de l'exercice 2016, la diminution du niveau d'endettement avait entraîné une baisse de la trésorerie de 42,9 millions $. La variation tient principalement aux facteurs suivants :

Trimestres clos les 30 novembre	**2016**	2015	Variation	Explications
(en milliers de dollars)	**$**	$	$	
Augmentation de l'endettement bancaire	**17 760**	37 986	(20 226)	Liée au calendrier des paiements faits aux fournisseurs.
Augmentation (diminution) nette des facilités renouvelables	**(31 095)**	144 036	(175 131)	Remboursement de 31,1 millions $ sur les facilités renouvelables au premier trimestre de l'exercice 2017, comparativement à une hausse de 144,0 millions $ à la période correspondante de l'exercice 2016.
Remboursement sur la dette à long terme et règlement des instruments financiers dérivés	**(17 645)**	(224 872)	207 227	Remboursement sur la dette à long terme au premier trimestre de l'exercice 2017. Remboursement au premier trimestre de l'exercice 2016 sur la dette à long terme et règlement d'instruments financiers dérivés pour un montant de 224,9 millions $ principalement liés aux billets garantis de premier rang, série A, d'une valeur de 190 millions $ US venant à échéance en octobre 2015.
	(30 980)	(42 850)	11 870	

DIVIDENDES

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2017, un dividende déterminé trimestriel de 0,34 $ par action a été versé aux porteurs d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote, pour un total de 5,7 millions $, comparativement au dividende déterminé trimestriel de 0,295 $, ou 4,9 millions $, au premier trimestre de l'exercice 2016.

6.4 DÉCLARATION DE DIVIDENDES

Au cours de sa réunion du 11 janvier 2017, le conseil d'administration de Cogeco a déclaré un dividende déterminé trimestriel de 0,34 $ par action pour les actions à droits de vote multiples et les actions subalternes à droit de vote, payable le 8 février 2017 aux actionnaires inscrits en date du 25 janvier 2017. La déclaration, le montant et la date de tout dividende futur continueront d'être examinés et approuvés par le conseil d'administration de la Société, lequel fondera sa décision sur la situation financière, les résultats d'exploitation et les besoins de trésorerie de la Société, ainsi que sur d'autres facteurs qu'il jugera pertinents, à son seul gré. Ainsi, rien ne garantit que des dividendes seront déclarés, et, s'il y a déclaration de dividendes, le montant des dividendes et la fréquence de leur déclaration peuvent varier.

7. SITUATION FINANCIÈRE

7.1 FONDS DE ROULEMENT

Dans le cours normal de ses activités, Cogeco maintient un fonds de roulement déficitaire en raison de créances clients et autres débiteurs peu élevés, puisqu'une grande partie des clients de la Société paient avant que les services ne soient rendus, alors que les dettes fournisseurs et autres créditeurs sont payés lorsque les produits ont été livrés et les services rendus, ce qui permet à la Société d'utiliser la trésorerie et les équivalents de trésorerie qui en résultent pour réduire l'endettement.

Les variations s'établissent comme suit :

(en milliers de dollars)	**30 novembre 2016** **$**	31 août 2016 $	Variation $	Explications
Actifs courants				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	**47 056**	68 344	(21 288)	Calendrier des paiements faits aux fournisseurs, facteur contrebalancé en partie par les flux de trésorerie excédentaires générés par les activités.
Créances clients et autres débiteurs	**151 811**	142 542	9 269	Principalement liés à la croissance des produits.
Impôts sur le résultat à recevoir	**9 152**	12 707	(3 555)	Principalement liés au remboursement reçu au cours du trimestre.
Charges payées d'avance et autres	**26 168**	17 125	9 043	Hausse des montants payés d'avance dans le cadre des conventions d'entretien annuel.
Instrument financier dérivé	**—**	1 040	(1 040)	Non significatif
	234 187	241 758	(7 571)	
Passifs courants				
Endettement bancaire	**21 875**	4 115	17 760	Calendrier des paiements faits aux fournisseurs.
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	**226 397**	312 914	(86 517)	Calendrier des paiements faits aux fournisseurs.
Provisions	**33 178**	31 078	2 100	Non significatif
Passifs d'impôts sur le résultat	**41 844**	28 910	12 934	Calendrier des paiements au titre des impôts sur le résultat.
Produits différés et perçus d'avance	**62 395**	61 707	688	Non significatif
Solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises	**896**	—	896	Non significatif
Instruments financiers dérivés	**156**	—	156	Non significatif
Tranche à court terme de la dette à long terme	**13 104**	22 527	(9 423)	Remboursements sur la dette à long terme.
	399 845	461 251	(61 406)	
Fonds de roulement déficitaire	**(165 658)**	(219 493)	53 835	

7.2 AUTRES VARIATIONS IMPORTANTES

(en milliers de dollars)	**30 novembre 2016 $**	31 août 2016 $	Variation $	Explications
Actifs non courants				
Immobilisations corporelles	**1 996 747**	2 004 247	(7 500)	Excédent de la dotation à l'amortissement sur les dépenses d'investissement, combiné à la dépréciation de la livre sterling par rapport au dollar canadien, facteurs contrebalancés en partie par l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.
Immobilisations incorporelles	**2 155 577**	2 139 466	16 111	Appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien, contrebalancée en partie par l'excédent de la dotation à l'amortissement sur les acquisitions et la dépréciation de la livre sterling par rapport au dollar canadien.
Goodwill	**1 098 664**	1 079 365	19 299	Appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien, contrebalancée en partie par la dépréciation de la livre sterling par rapport au dollar canadien.
Passifs non courants				
Dette à long terme	**2 929 719**	2 922 078	7 641	Appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien, contrebalancée en partie par les remboursements sur la facilité à terme renouvelable et sur les facilités de crédit de premier rang de Cogeco Communications.
Passifs relatifs aux régimes de retraite et avantages du personnel	**10 173**	16 912	(6 739)	Gain actuariel comptabilisé au cours du trimestre.
Passifs d'impôts différés	**630 650**	620 820	9 830	Appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.

7.3 DONNÉES LIÉES AUX ACTIONS EN CIRCULATION

Le tableau suivant présente les données sur les actions de Cogeco au 31 décembre 2016. Se reporter à la note 11 des états financiers consolidés pour obtenir de plus amples renseignements.

(en milliers de dollars, sauf le nombre d'actions)	Nombre d'actions	Montant **$**
Actions ordinaires		
Actions à droits de vote multiples	1 842 860	12
Actions subalternes à droit de vote	14 944 667	121 612

7.4 FINANCEMENT

Dans le cours normal de ses activités, Cogeco inc. a contracté des obligations financières principalement sous forme de dette à long terme, de contrats de location simple et de location-financement ainsi que de garanties. Les obligations de Cogeco, présentées dans le rapport annuel de 2016, n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 août 2016.

Au 30 novembre 2016, la facilité à terme renouvelable, d'un montant de 50 millions $, de la Société était inutilisée et un montant de 121,3 millions $ avait été utilisé sur la facilité à terme renouvelable de Cogeco Communications, d'un montant de 800 millions $, pour une disponibilité restante de 678,7 millions $. Par ailleurs, deux filiales de Cogeco Communications bénéficient d'une facilité renouvelable de 201,4 millions $ (150 millions $ US), dont un montant de 97,2 millions $ (72,4 millions $ US) avait été utilisé au 30 novembre 2016, pour une disponibilité restante de 104,2 millions $ (77,6 millions $ US).

7.5 NOTATIONS

Le 14 décembre 2016, en raison strictement d'une modification générale de sa méthodologie, S&P Global Ratings a réduit sa cote accordée aux titres d'emprunt garantis de premier rang émis par Cogeco Communications inc., la faisant passer de « BBB » à « BBB- », suivant la publication, le 7 décembre 2016, de ses critères révisés en matière de notation des émissions de titres d'emprunt par des sociétés émettrices de titres de la catégorie spéculative. En vertu des critères révisés, les notations attribuées aux instruments d'emprunt émis par des sociétés assorties d'une cote d'émetteur de « BB+ » ne sont pas généralement plus élevées que le niveau se situant au-dessus de la notation de l'émetteur. L'abaissement de la cote accordée aux titres d'emprunt garantis, qui est maintenant de « BBB- », n'est donc pas le reflet d'un changement du profil de crédit sous-jacent de Cogeco Communications. La notation accordée aux titres d'emprunt garantis par S&P correspond maintenant aux notations accordées par DBRS et par Fitch aux titres d'emprunt garantis.

7.6 GESTION FINANCIÈRE

Risque de taux d'intérêt

La Société et sa filiale, Cogeco Communications, sont exposées au risque de taux d'intérêt relativement à leurs instruments à taux variable. Les fluctuations des taux d'intérêt auront une incidence sur le remboursement de ces instruments. Au 30 novembre 2016, la totalité de la dette à long terme de la Société et de Cogeco Communications portait intérêt à taux fixe, à l'exception des montants prélevés aux termes de la facilité à terme renouvelable et des facilités de crédit de premier rang de Cogeco Communications.

Pour réduire ce risque, la filiale de la Société, Cogeco Communications, a conclu des conventions de swaps de taux d'intérêt. Le tableau qui suit présente les swaps de taux d'intérêt en circulation au 30 novembre 2016.

Type de couverture	Montant notionnel	Taux d'intérêt reçu	Taux d'intérêt payé	Échéance	Élément couvert
Flux de trésorerie	75 millions $ US	Taux de base LIBOR en dollars américains	0,6120 %	30 octobre 2017	Facilité d'emprunt à terme A-3
Flux de trésorerie	75 millions $ US	Taux de base LIBOR en dollars américains	0,9870 %	31 juillet 2019	Facilité d'emprunt à terme A-2

La sensibilité de la charge financière annuelle de la Société à l'égard d'une variation de 1 % du taux d'intérêt applicable à la tranche non couverte de ces facilités est d'approximativement 7 millions $ en fonction de la dette existante au 30 novembre 2016.

Risque de change

La filiale de la Société, Cogeco Communications, est exposée au risque de change relativement à sa dette à long terme libellée en dollars américains qui n'est pas désignée comme instrument de couverture sur ses investissements nets en dollars américains. Cogeco Communications a établi des lignes directrices selon lesquelles des conventions de swaps de devises peuvent être utilisés pour établir le taux de change applicable à sa dette à long terme libellée en dollars américains. Toutes ces conventions sont utilisées exclusivement à des fins de couverture.

Cogeco Communications est également exposée au risque de change en raison de l'intérêt lié à sa dette à long terme libellée en dollars américains et en livres sterling. L'incidence d'une variation de 10 % du taux de change pour la conversion du dollar américain et de la livre sterling en dollars canadiens ferait varier les charges financières d'approximativement 7,5 millions $ en fonction de la dette existante au 30 novembre 2016.

De plus, les investissements nets de Cogeco Communications dans des établissements à l'étranger sont exposés au risque de marché imputable aux fluctuations du taux de change, principalement en ce qui a trait aux variations de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain et à la livre sterling. Ce risque est réduit, puisque la majeure partie des prix d'achat d'Atlantic Broadband et de Cogeco Peer 1 ont été empruntés directement en dollars américains et en livres sterling.

Le tableau qui suit présente les investissements nets dans des établissements à l'étranger en cours au 30 novembre 2016.

Type de couverture	Montant notionnel de la dette	Investissement global	Élément couvert
Investissement net	790 millions $ US	891,2 millions $ US	Investissements nets dans des établissements à l'étranger en dollars américains
Investissement net	23,7 millions £	29,9 millions £	Investissements nets dans des établissements à l'étranger en livres sterling

Les taux de change utilisés pour convertir en dollars canadiens les montants des comptes de l'état de la situation financière libellés en dollars américains et en livres sterling au 30 novembre 2016 étaient de 1,3429 $ pour un dollar américain (1,3116 $ au 31 août 2016) et de 1,6798 $ pour une livre sterling (1,7223 $ au 31 août 2016). Une variation de 10 % des taux de change pour la conversion du dollar américain et de la livre sterling en dollars canadiens ferait varier les autres éléments du résultat global d'approximativement 14,6 millions $.

Les taux moyens en vigueur au cours du premier trimestre clos le 30 novembre 2016 utilisés pour la conversion des résultats d'exploitation du secteur des communications s'établissaient comme suit :

Trimestres clos les 30 novembre	**2016**	2015	Variation
	$	$	%
Dollar américain par rapport au dollar canadien	**1,3266**	1,3207	0,4
Livre sterling par rapport au dollar canadien	**1,6755**	2,0191	(17,0)

Le tableau ci-dessous illustre l'incidence en dollars canadiens d'une hausse de 10 % du dollar américain ou de la livre sterling par rapport au dollar canadien sur les résultats d'exploitation du secteur des communications pour la période close le 30 novembre 2016.

	Secteur des communications	
	Données comptabilisées	Incidence du taux de change
(en milliers de dollars)	$	$
Produits	549 090	19 790
Charges d'exploitation	294 699	12 446
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	4 688	—
BAIIA ajusté	249 703	7 344
Acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	96 494	6 271
Flux de trésorerie disponibles	101 379	(716)

8. SECTEUR DES COMMUNICATIONS

8.1 STATISTIQUES SUR LES CLIENTS

	30 novembre 2016			Ajouts nets (pertes nettes) Trimestres clos les 30 novembre	
	Données consolidées	Canada	États-Unis	2016 [2]	2015
Unités de service primaire[1]	2 527 602	1 930 909	596 693	17 605	13 277
Clients du service de vidéo	981 682	740 855	240 827	(2 712)	(5 563)
Clients du service Internet	1 007 610	749 275	258 335	19 437	18 664
Clients du service de téléphonie	538 310	440 779	97 531	880	176

(1) Représente la somme des clients des services de vidéo, Internet et de téléphonie.
(2) Exclut 2 247 unités de service primaire (1 439 clients du service de vidéo et 808 clients du service Internet) provenant d'un regroupement d'entreprises conclu par les Services à large bande canadiens au premier trimestre de l'exercice 2017.

VIDÉO

Pour le premier trimestre de l'exercice 2017, les pertes nettes de clients du service de vidéo se sont chiffrées à 2 712, comparativement à 5 563 pour la période correspondante de l'exercice 2016. La réduction des pertes est essentiellement attribuable à l'intérêt soutenu que portent les clients aux services de vidéo numérique avancée TiVo tant au Canada qu'aux États-Unis, facteur contrebalancé en partie par les offres concurrentielles au sein du secteur, par la maturité des catégories de services au Canada, par le changement des habitudes de consommation vidéo, ainsi que par la hausse du taux de désabonnement aux États-Unis, qui est surtout attribuable aux hausses tarifaires entrées en vigueur en septembre 2016.

INTERNET

Pour le premier trimestre de l'exercice 2017, les ajouts nets de clients du service Internet se sont chiffrés à 19 437, comparativement à 18 664 pour la période correspondante de l'exercice 2016. Les ajouts nets tiennent à l'intérêt soutenu que portent les clients aux services TiVo qui requièrent un abonnement à un service Internet, à la croissance dans le secteur commercial et à l'incidence positive des forfaits de services.

TÉLÉPHONIE

Pour le premier trimestre de l'exercice 2017, les ajouts nets de clients du service de téléphonie se sont établis à 880, comparativement à 176 pour la période correspondante de l'exercice 2016. Cette variation s'explique essentiellement par la croissance soutenue dans les secteurs résidentiel et commercial aux États-Unis conjuguée à la baisse des pertes nettes au Canada.

8.2 RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Trimestres clos les 30 novembre	2016	2015	Variation
(en milliers de dollars, sauf les pourcentages)	$	$	%
Produits	549 090	540 313	1,6
Charges d'exploitation	294 699	291 583	1,1
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	4 688	4 588	2,2
BAIIA ajusté	249 703	244 142	2,3
Marge d'exploitation	45,5 %	45,2 %	

PRODUITS

Pour le premier trimestre de l'exercice 2017, les produits se sont chiffrés à 549,1 millions $, soit une hausse de 8,8 millions $, ou 1,6 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, stimulés par la croissance de 7,0 % enregistrée par les activités des Services à large bande américains et de 1,0 % enregistrée au sein des activités des Services à large bande canadiens, facteur contrebalancé en partie par une diminution de 6,3 % enregistrée par les activités des Services de TIC aux entreprises.

CHARGES D'EXPLOITATION ET HONORAIRES DE GESTION

Pour le premier trimestre de l'exercice 2017, les charges d'exploitation se sont chiffrées à 294,7 millions $, soit une hausse de 3,1 millions $, ou 1,1 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les charges d'exploitation ont augmenté pour les activités des Services à large bande américains, sont demeurées stables pour les activités des Services à large bande canadiens et ont diminué pour les activités des Services de TIC aux entreprises.

Les honoraires de gestion versés à Cogeco inc. se sont chiffrés à 4,7 millions $, comparativement à 4,6 millions $ pour le premier trimestre de l'exercice 2016.

BAIIA AJUSTÉ ET MARGE D'EXPLOITATION

Pour le premier trimestre de 2017, le BAIIA ajusté a augmenté de 5,6 millions $, ou 2,3 %, pour se chiffrer à 249,7 millions $, en raison de l'amélioration des activités des Services à large bande américains et canadiens, facteur contrebalancé en partie par une diminution du BAIIA ajusté des activités des Services de TIC aux entreprises.

La marge d'exploitation pour le premier trimestre de l'exercice 2017 a légèrement augmenté, passant de 45,2 % à la période correspondante de l'exercice 2016 à 45,5 %, en raison de la hausse de la marge des activités des Services à large bande canadiens, conjuguée au fait que la marge des activités des Services à large bande américains est demeurée stable, facteurs contrebalancés en partie par la diminution de la marge des activités des Services de TIC aux entreprises.

9. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière (le « CIIF ») est un processus conçu de façon à fournir une assurance raisonnable, mais non absolue, relativement à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers à des fins de publication selon les IFRS. Le président et chef de la direction (« chef de la direction ») et le premier vice-président et chef de la direction financière (« chef de la direction financière »), conjointement avec la direction, sont responsables d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information adéquats (les « CPCI ») et un CIIF, comme il est défini dans le Règlement 52-109. Le cadre de contrôle interne de Cogeco est fondé sur les critères publiés dans la version mise à jour du rapport intitulé *Internal Control Integrated Framework* du Committee of *Sponsoring Organizations* de la *Treadway Commission* publiée en mai 2013.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière, de concert avec la direction, ont évalué la conception des CPCI et du CIIF de la Société au 30 novembre 2016 et ont conclu que ces derniers étaient adéquats. De plus, aucun changement important n'a été apporté aux contrôles internes à l'égard de l'information financière au cours de la période de trois mois close le 30 novembre 2016.

10. INCERTITUDES ET PRINCIPAUX FACTEURS DE RISQUE

Une description détaillée des incertitudes et des principaux facteurs de risque auxquels est exposée Cogeco figure dans le rapport annuel de 2016 disponible aux adresses www.sedar.com et corpo.cogeco.com. La mise à jour qui suit devrait être lue en parallèle avec les incertitudes et les principaux facteurs de risque décrits dans le rapport annuel de 2016, qui sont par les présentes intégrés par renvoi.

Le 9 avril 2015, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (le « CRTC ») a lancé une consultation publique visant à examiner les services de télécommunication de base qui devraient être offerts à tous les Canadiens à un prix abordable. Dans le cadre de cette instance, le CRTC a tenté de déterminer si le service d'accès Internet à large bande devrait faire partie de la définition actuelle des services de télécommunication de base et si le régime de subvention actuel pour le service téléphonique local devrait être modifié afin de permettre le financement de l'expansion du service d'accès Internet dans les régions rurales et éloignées.

Le 21 décembre 2016, le CRTC a rendu sa décision et déterminé que l'accès à un service Internet à large bande est maintenant un service de télécommunication de base pour tous les Canadiens. Le CRTC a crée un nouveau fonds pour soutenir des projets qui visent à bâtir ou à mettre à jour l'infrastructure pour l'accès aux services Internet à large bande sur réseaux fixes et mobiles afin d'atteindre des cibles précises. Le fonds versera jusqu'à 750 millions $ au cours des cinq premières années. Bien que le CRTC n'entende pas retirer le régime de subvention actuel pour le service téléphonique local à moins qu'un service fiable d'accès Internet à large bande soit offert, l'actuel régime de subvention de contribution pour le service téléphonique local passera en grande partie au nouveau mécanisme de financement. De plus, l'actuel financement sera étendu pour inclure les revenus provenant des services d'accès Internet et de messagerie texte. Cette modification du calcul des frais en pourcentage des revenus entrera en vigueur dès la première année de la mise en œuvre du nouveau fonds, et le CRTC prévoit que les frais en pourcentage des revenus seront à peu près les mêmes que ceux actuellement en vigueur, c'est-à-dire 0,63 %. Une instance de suivi sera lancée au début de 2017 pour examiner toutes les questions liées au nouveau mécanisme de financement et la façon dont le régime de subvention des services locaux actuel sera retiré progressivement.

11. MÉTHODES COMPTABLES

11.1 NOUVELLES NORMES COMPTABLES

Un certain nombre de nouvelles normes, d'interprétations et de modifications des normes actuelles publiées par l'*International Accounting Standards Board* (l'« IASB ») sont obligatoires, mais ne sont pas encore entrées en vigueur pour la période de trois mois close le 30 novembre 2016, et elles n'ont pas été appliquées dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés. Ces normes sont décrites à la rubrique « Développements futurs en matière de comptabilité au Canada » du rapport annuel de 2016 de la Société, disponible sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, ou sur le site Web de la Société, à l'adresse corpo.cogeco.com.

11.2 MODIFICATIONS DES MÉTHODES ET DES ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Il n'y a eu aucun changement important des méthodes et des estimations comptables critiques de Cogeco depuis le 31 août 2016, à l'exception de ce qui suit. Une description des méthodes et des estimations comptables de la Société figure dans le rapport annuel de 2016, disponible sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, ou sur le site Web de la Société, à l'adresse corpo.cogeco.com.

En 2016, l'*IFRS Interpretations Committee* (l'« IFRIC ») a été sollicité pour fournir des éclaircissements relativement à la façon dont une entité détermine la méthode prévue de recouvrement de la valeur d'une immobilisation incorporelle ayant une durée d'utilité indéterminée aux fins du calcul des impôts différés. Dans le cadre de ses réflexions, l'IFRIC a précisé qu'une entité devrait utiliser le taux d'imposition se rapportant à la méthode prévue de recouvrement afin d'évaluer les impôts différés. De plus, le fait qu'une immobilisation incorporelle à durée d'utilité indéterminée ne soit pas amortie ne permet pas nécessairement de conclure que la méthode de recouvrement sera par la vente. À la suite de ces éclaircissements, la Société a modifié de façon rétrospective sa méthode comptable au 1er septembre 2016 et elle a retraité les données de la période précédente pour tenir compte de cette modification, comme il est expliqué plus loin.

IAS 12, *Impôts sur le résultat*, précise que l'évaluation des passifs et actifs d'impôts différés reflète les conséquences fiscales qui résultent de la façon dont l'entité s'attend, à la fin de la période de présentation de l'information financière, à recouvrer ou à régler la valeur comptable de ses actifs et passifs. La valeur comptable est recouvrée sous la forme d'avantages économiques pour l'entité au cours de périodes futures; par conséquent, la valeur des actifs est recouvrée par la vente ou l'utilisation.

Pour appliquer la nouvelle interprétation, la Société a constaté que l'avantage de ses licences de câblodistribution et ses licences de radiodiffusion ira à la Société chaque année et que, par conséquent, leur valeur comptable sera recouvrée par l'utilisation. Cet avantage sera donc assujetti à un taux d'imposition plus élevé.

Par conséquent, la Société a modifié sa méthode comptable en ce qui concerne le taux d'imposition utilisé pour déterminer les conséquences fiscales à la date de présentation de l'information financière. La Société est d'avis que cette modification de méthode comptable reflétera mieux la façon dont la valeur de l'actif sera recouvrée par la Société. La modification de méthode comptable a été appliquée de façon rétrospective et entraîne les changements suivants dans les états financiers consolidés de la Société :

	Précédemment présenté	Incidence de la modification de méthode comptable	Actuellement présenté
	$	$	$
Solde au 31 août 2015			
Actifs d'impôts différés	25 601	(4 093)	21 508
Passifs d'impôts différés	528 211	120 002	648 213
Bénéfices non distribués	453 119	(44 785)	408 334
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	1 197 120	(79 310)	1 117 810
Solde au 31 août 2016			
Actifs d'impôts différés	26 497	(4 093)	22 404
Passifs d'impôts différés	500 818	120 002	620 820
Bénéfices non distribués	397 182	(44 785)	352 397
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	1 020 140	(79 310)	940 830

12. MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS

Cette rubrique décrit les mesures financières non définies par les IFRS qu'utilise Cogeco tout au long de ce rapport de gestion. Ces mesures financières sont examinées dans le cadre de l'évaluation du rendement de la Société et elles sont utilisées dans le cadre du processus décisionnel à l'égard de nos unités d'exploitation. Le rapprochement entre les « flux de trésorerie disponibles » et le « BAIIA ajusté » et les mesures financières les plus comparables définies par les IFRS est également présenté. Ces mesures financières n'ont pas de définition normalisée prescrite par les IFRS et elles peuvent donc ne pas être comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Mesure non définie par les IFRS	Utilisation	Calcul	Mesure la plus comparable selon les IFRS
Flux de trésorerie disponibles	La direction et les investisseurs utilisent les flux de trésorerie disponibles pour mesurer la capacité de Cogeco à rembourser sa dette, à distribuer des capitaux à ses actionnaires et à financer sa croissance.	Flux de trésorerie disponibles : - flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation; Ajouter : - amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme, - variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie, - impôts sur le résultat payés, - charges financières payées; Déduire : - impôts exigibles, - charges financières, - acquisition d'immobilisations corporelles, - acquisition d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs.	Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation
BAIIA ajusté	Le BAIIA ajusté est une mesure clé couramment présentée et utilisée dans le secteur des télécommunications, puisqu'il permet d'établir une comparaison entre des sociétés dont la structure du capital diffère et qu'il constitue une mesure plus actuelle, celle-ci ne comprenant pas les investissements passés dans les actifs. Le BAIIA ajusté compte parmi les mesures clés utilisées par les milieux financiers pour évaluer une entreprise et sa santé financière. Le BAIIA ajusté des unités d'exploitation de Cogeco correspond au bénéfice sectoriel présenté à la note 3 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.	BAIIA ajusté : - bénéfice de la période; Ajouter : - impôts sur le résultat, - charges financières, - dotation aux amortissements, - frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition.	Bénéfice de la période

12.1 RAPPROCHEMENT DES FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

Trimestres clos les 30 novembre	2016	2015
(en milliers de dollars)	$	$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	**122 875**	90 247
Amortissement des coûts de transaction différés et des escomptes sur la dette à long terme	**2 265**	2 299
Variations des activités d'exploitation sans effet sur la trésorerie	**87 394**	63 842
Impôts sur le résultat payés	**7 265**	44 329
Impôts exigibles	**(23 923)**	(26 413)
Charges financières payées	**44 136**	48 855
Charges financières	**(33 335)**	(34 991)
Acquisition d'immobilisations corporelles	**(91 812)**	(142 183)
Acquisition d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	**(5 532)**	(5 047)
Flux de trésorerie disponibles	**109 333**	40 938

12.2 RAPPROCHEMENT DU BAIIA AJUSTÉ

Trimestres clos les 30 novembre	2016	2015
(en milliers de dollars)	$	$
Bénéfice de la période	**81 959**	66 831
Impôts sur le résultat	**26 065**	24 139
Charges financières	**33 335**	34 991
Dotation aux amortissements	**119 908**	127 163
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	**—**	2 030
BAIIA ajusté	**261 267**	255 154

13. RENSEIGNEMENTS FINANCIERS TRIMESTRIELS SUPPLÉMENTAIRES

Trimestres clos les		30 novembre		31 août		31 mai	29 février	28 février
(en milliers de dollars, sauf les données par action)	**2016**	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
	$	$	$	$	$	$	$	$
Produits	**583 088**	582 903	572 045	554 089	574 005	557 787	578 450	536 904
BAIIA ajusté	**261 267**	255 154	258 328	244 562	253 151	246 977	252 129	229 069
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition	**—**	2 030	1 326	6 942	1 126	5 669	4 320	1 339
Réclamations et litiges	**—**	—	292	(27 431)	10 499	—	—	—
Perte de valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles	**—**	—	—	—	450 000	—	—	—
Profit à la cession d'une filiale	**—**	—	(167)	—	—	—	(12 940)	—
Bénéfice (perte) de la période	**81 959**	66 831	80 662	78 529	(381 886)	66 285	75 688	55 038
Bénéfice (perte) de la période attribuable aux propriétaires de la Société	**30 765**	25 197	29 792	25 402	(117 670)	22 584	33 330	14 867
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	**122 875**	90 247	271 114	275 690	186 209	200 686	211 460	198 925
Acquisitions d'immobilisations corporelles, d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	**97 344**	147 230	111 002	130 768	94 905	104 807	117 220	103 576
Flux de trésorerie disponibles	**109 333**	40 938	88 028	73 150	91 934	77 929	77 172	68 917
Bénéfice (perte) par action attribuable aux propriétaires de la Société[(1)]								
De base	**1,84**	1,51	1,78	1,52	(7,03)	1,35	1,99	0,89
Dilué(e)	**1,83**	1,50	1,78	1,51	(7,03)	1,34	1,98	0,88
Dividendes par action	**0,34**	0,295	0,295	0,255	0,295	0,255	0,295	0,255

(1) Par action à droits de vote multiples et action subalterne à droit de vote.

13.1 SAISONNALITÉ

Les résultats d'exploitation de Cogeco ne sont généralement pas soumis à des variations saisonnières importantes, à l'exception de ce qui suit. Pour ce qui est du secteur des communications, le nombre de clients des services de vidéo et Internet est généralement plus faible au second semestre de l'exercice en raison de la diminution de l'activité d'abonnements liée au début de la période des vacances et de la fin de la saison de télévision ainsi que du fait que les étudiants quittent les campus à la fin de l'année scolaire. Cogeco Communications offre ses services dans plusieurs villes comptant des universités ou des collèges, notamment Kingston, Windsor, St. Catharines, Hamilton, Peterborough, Trois-Rivières et Rimouski, au Canada, ainsi qu'en Pennsylvanie et, dans une moindre mesure, en Caroline du Sud, dans l'est du Connecticut, au Maryland et au Delaware, aux États-Unis. Aux États-Unis, la région de Miami est également assujettie à des variations saisonnières attribuables aux résidents qui passent l'hiver à Miami et qui retournent chez eux vers la fin du printemps, pour revenir à l'automne.

14. RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Ce rapport de gestion a été préparé le 11 janvier 2017. Des renseignements supplémentaires se rapportant à la Société, y compris son rapport annuel et sa notice annuelle, sont disponibles sur le site Web de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, ou sur le site Web de la Société, à l'adresse corpo.cogeco.com.

/s/ Jan Peeters	/s/ Louis Audet
Jan Peeters	Louis Audet
Président du conseil d'administration	Président et chef de la direction

Cogeco inc.
Montréal (Québec)
Le 11 janvier 2017

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Période de trois mois close le 30 novembre 2016

COGECO INC.
COMPTES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DE RÉSULTAT
(non audité)

		Trois mois clos les 30 novembre	
	Notes	**2016**	2015
(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)		**$**	$
Produits	*3*	**583 088**	582 903
Charges d'exploitation	*5*	**321 821**	327 749
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition		**—**	2 030
Dotation aux amortissements	*6*	**119 908**	127 163
Charges financières	*7*	**33 335**	34 991
Impôts sur le résultat	*8*	**26 065**	24 139
Bénéfice de la période		**81 959**	66 831
Bénéfice de la période attribuable aux :			
Propriétaires de la Société		**30 765**	25 197
Participations ne donnant pas le contrôle		**51 194**	41 634
		81 959	66 831
Bénéfice par action			
De base	*9*	**1,84**	1,51
Dilué	*9*	**1,83**	1,50

COGECO INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DU RÉSULTAT GLOBAL
(non audité)

	Trois mois clos les 30 novembre	
	2016	2015
(en milliers de dollars canadiens)	**$**	$
Bénéfice de la période	**81 959**	66 831
Autres éléments du résultat global		
Éléments devant être ultérieurement reclassés en résultat net		
Ajustements au titre de la couverture des flux de trésorerie		
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés de couverture	**1 027**	(48 169)
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés de couverture reclassés à titre de charges financières	**—**	48 108
Impôts sur le résultat y afférents	**(272)**	67
	755	6
Ajustements au titre de l'écart de change		
Écarts de change nets à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger	**16 050**	12 779
Variation nette à la conversion de la dette à long terme désignée comme élément de couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger	**(13 733)**	(8 125)
Impôts sur le résultat y afférents	**(186)**	—
	2 131	4 654
	2 886	4 660
Éléments ne devant pas être ultérieurement reclassés en résultat net		
Ajustements actuariels sur les régimes à prestations définies		
Réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies	**7 771**	1 176
Impôts sur le résultat y afférents	**(2 059)**	(316)
	5 712	860
Autres éléments du résultat global de la période	**8 598**	5 520
Résultat global de la période	**90 557**	72 351
Résultat global de la période attribuable aux:		
Propriétaires de la Société	**35 339**	27 267
Participations ne donnant pas le contrôle	**55 218**	45 084
	90 557	72 351

COGECO INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
(non audité)

	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société					
(en milliers de dollars canadiens)	Capital social	Réserve de rémunération fondée sur des actions	Cumul des autres éléments du résultat global	Bénéfices non distribués	Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	$	$	$	$	$	$
	(Note 11)		*(Note 12)*	*(retraité, Note 2)*	*(retraité, Note 2)*	
Solde au 31 août 2015	117 172	6 468	26 839	408 334	1 117 810	1 676 623
Bénéfice de la période	—	—	—	25 197	41 634	66 831
Autres éléments du résultat global de la période	—	—	1 485	585	3 450	5 520
Résultat global de la période	—	—	1 485	25 782	45 084	72 351
Rémunération fondée sur des actions	—	1 098	—	—	1 266	2 364
Émission d'actions subalternes à droit de vote par une filiale aux participations ne donnant pas le contrôle	—	(44)	—	—	808	764
Dividendes sur actions à droits de vote multiples (Note 11 C))	—	—	—	(544)	—	(544)
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote (Note 11 C))	—	—	—	(4 390)	(12 969)	(17 359)
Effet des variations de participation dans une filiale sur les participations ne donnant pas le contrôle	—	—	—	60	(60)	—
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	(2 109)	—	—	—	—	(2 109)
Distribution aux employés d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	1 415	(1 040)	—	(375)	—	—
Acquisition par une filiale des participations ne donnant pas le contrôle d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	—	—	—	—	(4 575)	(4 575)
Distribution aux employés par une filiale d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	—	(551)	—	(126)	677	—
Total des distributions aux actionnaires	(694)	(537)	—	(5 375)	(14 853)	(21 459)
Solde au 30 novembre 2015	116 478	5 931	28 324	428 741	1 148 041	1 727 515
Solde au 31 août 2016	**116 489**	**7 349**	**27 109**	**352 397**	**940 830**	**1 444 174**
Bénéfice de la période	**—**	**—**	**—**	**30 765**	**51 194**	**81 959**
Autres éléments du résultat global de la période	**—**	**—**	**917**	**3 657**	**4 024**	**8 598**
Résultat global de la période	**—**	**—**	**917**	**34 422**	**55 218**	**90 557**
Rémunération fondée sur des actions	**—**	**742**	**—**	**—**	**636**	**1 378**
Émission d'actions subalternes à droit de vote par une filiale aux participations ne donnant pas le contrôle	**—**	**(115)**	**—**	**—**	**1 927**	**1 812**
Dividendes sur actions à droits de vote multiples (Note 11 C))	**—**	**—**	**—**	**(627)**	**—**	**(627)**
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote (Note 11 C))	**—**	**—**	**—**	**(5 066)**	**(14 410)**	**(19 476)**
Effet des variations de participation dans une filiale sur les participations ne donnant pas le contrôle	**—**	**—**	**—**	**221**	**(221)**	**—**
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	**(2 247)**	**—**	**—**	**—**	**—**	**(2 247)**
Distribution aux employés d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	**1 553**	**(1 501)**	**—**	**(52)**	**—**	**—**
Acquisition par une filiale des participations ne donnant pas le contrôle d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	**—**	**—**	**—**	**—**	**(3 436)**	**(3 436)**
Distribution aux employés par une filiale d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	**—**	**(1 157)**	**—**	**(66)**	**1 223**	**—**
Total des distributions aux actionnaires	**(694)**	**(2 031)**	**—**	**(5 590)**	**(14 281)**	**(22 596)**
Solde au 30 novembre 2016	**115 795**	**5 318**	**28 026**	**381 229**	**981 767**	**1 512 135**

COGECO INC.
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DE LA SITUATION FINANCIÈRE
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	*Notes*	30 novembre 2016 $	31 août 2016 $ *(retraité, Note 2)*
Actif			
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	*13 B)*	47 056	68 344
Créances clients et autres débiteurs		151 811	142 542
Impôts sur le résultat à recevoir		9 152	12 707
Charges payées d'avance et autres		26 168	17 125
Instrument financier dérivé		—	1 040
		234 187	241 758
Actifs non courants			
Autres actifs		6 991	8 280
Immobilisations corporelles		1 996 747	2 004 247
Immobilisations incorporelles		2 155 577	2 139 466
Goodwill		1 098 664	1 079 365
Instrument financier dérivé		862	—
Actifs d'impôts différés		20 454	22 404
		5 513 482	5 495 520
Passif et capitaux propres			
Passif			
Passifs courants			
Endettement bancaire		21 875	4 115
Dettes fournisseurs et autres créditeurs		226 397	312 914
Provisions		33 178	31 078
Passifs d'impôts sur le résultat		41 844	28 910
Produits différés et perçus d'avance		62 395	61 707
Solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises	*4*	896	—
Instruments financiers dérivés		156	—
Tranche à court terme de la dette à long terme	*10*	13 104	22 527
		399 845	461 251
Passifs non courants			
Dette à long terme	*10*	2 929 719	2 922 078
Instruments financiers dérivés		—	165
Produits différés et perçus d'avance et autres passifs		30 960	30 120
Passifs relatifs aux régimes de retraite et avantages du personnel		10 173	16 912
Passifs d'impôts différés		630 650	620 820
		4 001 347	4 051 346
Capitaux propres			
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la Société			
Capital social	*11 B)*	115 795	116 489
Réserve de rémunération fondée sur des actions		5 318	7 349
Cumul des autres éléments du résultat global	*12*	28 026	27 109
Bénéfices non distribués		381 229	352 397
		530 368	503 344
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		981 767	940 830
		1 512 135	1 444 174
		5 513 482	5 495 520

COGECO INC.
TABLEAUX CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES FLUX DE TRÉSORERIE
(non audité)

		Trois mois clos les 30 novembre	
	Notes	**2016**	2015
(en milliers de dollars canadiens)		**$**	$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
Bénéfice de la période		**81 959**	66 831
Ajustements au titre des éléments suivants :			
Dotation aux amortissements	*6*	**119 908**	127 163
Charges financières	*7*	**33 335**	34 991
Impôts sur le résultat	*8*	**26 065**	24 139
Rémunération fondée sur des actions	*11 D)*	**1 673**	2 526
Perte (profit) sur cession d'immobilisations corporelles		**(1 953)**	290
Contributions au titre des régimes à prestations définies, déduction faite de la charge		**683**	(8 667)
		261 670	247 273
Variations des activités d'exploitation sans effet de trésorerie	*13 A)*	**(87 394)**	(63 842)
Charges financières payées		**(44 136)**	(48 855)
Impôts sur le résultat payés		**(7 265)**	(44 329)
		122 875	90 247
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles		**(91 812)**	(142 183)
Acquisition d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs		**(5 532)**	(5 047)
Regroupement d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et équivalents de trésorerie acquis		**(804)**	—
Produit de cessions d'immobilisations corporelles		**8 185**	307
		(89 963)	(146 923)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Augmentation de l'endettement bancaire		**17 760**	37 986
Augmentation (diminution) nette des facilités renouvelables		**(31 095)**	144 036
Remboursement de dette à long terme et règlement des instruments financiers dérivés		**(17 645)**	(224 872)
Augmentation des coûts de transaction différés		**—**	(32)
Acquisition d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement	*11 B)*	**(2 247)**	(2 109)
Dividendes sur actions à droits de vote multiples	*11 C)*	**(627)**	(544)
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote	*11 C)*	**(5 066)**	(4 390)
Émission d'actions subalternes à droit de vote par une filiale aux participations ne donnant pas le contrôle		**1 812**	764
Acquisition par une filiale des participations ne donnant pas le contrôle d'actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu des régimes d'unités d'actions incitatives et d'unités d'actions liées au rendement		**(3 436)**	(4 575)
Dividendes sur actions subalternes à droit de vote payés par une filiale aux participations ne donnant pas le contrôle		**(14 410)**	(12 969)
		(54 954)	(66 705)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie libellés en monnaies étrangères		**754**	669
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie		**(21 288)**	(122 712)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début		**68 344**	164 189
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin		**47 056**	41 477

NATURE DES ACTIVITÉS

Cogeco inc. (« Cogeco », la « Société » ou la « Société mère ») est une société ouverte canadienne dont les actions subalternes à droit de vote sont inscrites à la Bourse de Toronto (« TSX ») sous le symbole « CGO ». Cogeco est une société de portefeuille diversifiée qui exerce ses activités dans les secteurs des communications et des médias.

Par l'intermédiaire de sa filiale Cogeco Communications inc. (« Cogeco Communications »), Cogeco fournit à sa clientèle résidentielle et d'affaires des services de vidéo, d'Internet et de téléphonie au moyen des réseaux de fibres bidirectionnels à large bande. Au Canada, Cogeco Communications exerce ses activités sous Cogeco Connexion inc. (« Cogeco Connexion ») au Québec et en Ontario, et aux États-Unis, sous le nom d'Atlantic Broadband LLC (« Atlantic Broadband »), dans l'ouest de la Pennsylvanie, le sud de la Floride, le Maryland/Delaware, la Caroline du Sud et l'est du Connecticut. Par l'intermédiaire de sa filiale Cogeco Peer 1 inc. (« Cogeco Peer 1 »), Cogeco Communications fournit à sa clientèle commerciale une gamme de services de technologies de l'information (colocation, connectivité réseau, hébergement, informatique en nuage et services gérés) grâce à ses 16 centres de données, à son vaste réseau FastFiber Network™ et à plus de 50 points de présence en Amérique du Nord et en Europe.

Par l'intermédiaire de sa filiale Cogeco Média Acquisitions inc. (« Cogeco Média »), Cogeco détient et exploite, à l'échelle du Québec, des stations de radio offrant une programmation variée et complémentaire destinée à un large éventail d'auditoires, ainsi que son agence de nouvelles, Cogeco Nouvelles.

Le siège social de la Société est situé au 5, Place Ville Marie, bureau 1700, Montréal (Québec) H3B 0B3.

1. BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire,* et ne comprennent pas toute l'information qui doit être présentée dans les états financiers annuels. Certains renseignements et informations à fournir par voie de note qui figurent dans des états financiers annuels n'ont pas été présentés ou sont résumés lorsqu'ils ne sont pas considérés comme essentiels à la compréhension de l'information financière intermédiaire de la Société. Par conséquent, les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus conjointement avec les états financiers annuels de l'exercice 2016.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables que la Société a adopté dans ses états financiers annuels consolidés de l'exercice 2016, à l'exception de ce qui est divulgué à la Note 2. Les méthodes comptables ont été appliquées systématiquement à travers toutes les périodes présentées dans les états financiers consolidés intermédiaires sauf indication contraire.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés sur une base de continuité d'exploitation en utilisant le coût historique, sauf pour les instruments financiers et les instruments financiers dérivés, les accords de paiement fondé sur des actions réglés en trésorerie et les actifs des régimes de retraite, qui ont été comptabilisés à la juste valeur, et pour les obligations au titre des prestations définies et les provisions, qui ont été comptabilisées à la valeur actualisée.

L'information financière est présentée en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la Société.

Les résultats opérationnels pour la période intermédiaire ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats opérationnels pour l'ensemble de l'exercice. La Société ne s'attend pas à ce que la nature saisonnière de ses activités soit un facteur significatif sur le plan des résultats trimestriels, hormis le fait que dans le secteur des Communications, le nombre de clients du service de vidéo et du service d'Internet est généralement plus faible au second semestre de l'exercice en raison de la diminution de l'activité d'abonnements liée au début de la période des vacances, à la fin de la saison de télévision ainsi qu'au fait que les étudiants quittent les campus à la fin de l'année scolaire. La Société offre ses services dans plusieurs villes comptant des universités ou des collèges, notamment Kingston, Windsor, St. Catharines, Hamilton, Peterborough, Trois-Rivières et Rimouski, au Canada, ainsi qu'en Pennsylvanie et, dans une moindre mesure, en Caroline du Sud, l'est du Connecticut, au Maryland et au Delaware, aux États-Unis. Aux États-Unis, la région de Miami est également assujettie à des variations saisonnières attribuables aux résidents qui passent l'hiver à Miami et qui retournent chez eux vers la fin du printemps, pour revenir à l'automne.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société lors de la réunion tenue le 11 janvier 2017.

2. CHANGEMENT DE CONVENTION COMPTABLE

En 2016, l'*IFRS Interpretations Committee* (l'« IFRIC ») a été sollicité pour fournir des éclaircissements relativement à la façon dont une entité détermine la méthode prévue de recouvrement de la valeur d'une immobilisation incorporelle ayant une durée d'utilité indéterminée aux fins du calcul des impôts différés. Dans le cadre de ses réflexions, l'IFRIC a précisé qu'une entité devrait utiliser le taux d'imposition se rapportant à la méthode prévue de recouvrement afin d'évaluer les impôts différés. De plus, le fait qu'une immobilisation incorporelle à durée d'utilité indéterminée ne soit pas amortie ne permet pas nécessairement de conclure que la méthode de recouvrement sera par la vente. À la suite de ces éclaircissements, la Société a modifié de façon rétrospective sa méthode comptable au 1er septembre 2016 et elle a retraité les données de la période précédente pour tenir compte de cette modification, comme il est expliqué plus loin.

IAS 12, *Impôts sur le résultat*, précise que l'évaluation des passifs et actifs d'impôts différés reflète les conséquences fiscales qui résultent de la façon dont l'entité s'attend, à la fin de la période de présentation de l'information financière, à recouvrer ou à régler la valeur comptable de ses actifs et passifs. La valeur comptable est recouvrée sous la forme d'avantages économiques pour l'entité au cours de périodes futures; par conséquent, la valeur des actifs est recouvrée par la vente ou l'utilisation.

Pour appliquer la nouvelle interprétation, la Société a constaté que l'avantage de ses licences de câblodistribution et ses licences de radiodiffusion ira à la Société chaque année et que, par conséquent, leur valeur comptable sera recouvrée par l'utilisation. Cet avantage sera donc assujetti à un taux d'imposition plus élevé.

Par conséquent, la Société a modifié sa méthode comptable en ce qui concerne le taux d'imposition utilisé pour déterminer les conséquences fiscales à la date de présentation de l'information financière. La Société est d'avis que cette modification de méthode comptable reflétera mieux la façon dont la valeur de l'actif sera recouvrée par la Société. La modification de méthode comptable a été appliquée de façon rétrospective et entraîne les changements suivants dans les états financiers consolidés de la Société :

	Précédemment présenté	Incidence de la modification de méthode comptable	Actuellement présenté
	$	$	$
Solde au 31 août 2015			
Actifs d'impôts différés	25 601	(4 093)	21 508
Passifs d'impôts différés	528 211	120 002	648 213
Bénéfices non distribués	453 119	(44 785)	408 334
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	1 197 120	(79 310)	1 117 810
Solde au 31 août 2016			
Actifs d'impôts différés	26 497	(4 093)	22 404
Passifs d'impôts différés	500 818	120 002	620 820
Bénéfices non distribués	397 182	(44 785)	352 397
Capitaux propres attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	1 020 140	(79 310)	940 830

3. SECTEURS OPÉRATIONNELS

Le bénéfice sectoriel de la Société est présenté en deux secteurs opérationnels: Communications et Autres. La structure d'information reflète la façon dont la Société gère les activités de l'entreprise afin de prendre des décisions concernant les ressources devant être affectées aux secteurs et d'évaluer leur performance.

Le secteur des Communications fournit par l'intermédiaire de la filiale Cogeco Communications, à sa clientèle résidentielle et d'affaires des services de vidéo, d'Internet et de téléphonie au moyen des réseaux de fibres bidirectionnels à large bande. Au Canada, Cogeco Communications exerce ses activités sous le nom de Cogeco Connexion au Québec et en Ontario, et aux États-Unis sous le nom d'Atlantic Broadband, dans l'ouest de la Pennsylvanie, le sud de la Floride, le Maryland/Delaware, la Caroline du Sud et l'est du Connecticut. Par l'intermédiaire de sa filiale Cogeco Peer 1, Cogeco Communications fournit à sa clientèle commerciale une gamme de services de technologies de l'information (colocation, connectivité réseau, hébergement, informatique en nuage ainsi qu'un riche portefeuille de services gérés) grâce à ses 16 centres de données, à son vaste réseau FastFiber Network™ et à plus de 50 points de présence en Amérique du Nord et en Europe.

Le secteur Autres inclut les activités de la radiodiffusion, de la représentation spécialisée dans le domaine de l'affichage publicitaire, du siège social, ainsi que les éliminations intersectorielles. Par l'entremise de sa filiale Cogeco Media, Cogeco détient et exploite des stations de radio offrant une programmation variée et complémentaire destinée à un large éventail d'auditoires. Cogeco Média exploite également Cogeco Nouvelles, l'une des plus importantes agences de nouvelles du Québec, qui alimente des stations de radio communautaires et indépendantes. Par l'entremise

de sa filiale Métromédia, Cogeco a également exploité une entreprise d'affichage publicitaire extérieur spécialisée dans les transports en commun, jusqu'à sa cession le 5 janvier 2016.

La Société et son principal décideur opérationnel évaluent le rendement de chaque secteur opérationnel selon son bénéfice sectoriel, qui correspond aux produits moins les charges d'exploitation et les honoraires de gestion à Cogeco inc. Les autres charges sont présentées par secteur uniquement aux fins de la présentation de l'information financière externe. Les transactions intersectorielles sont évaluées à la valeur établie entre les parties.

	Trois mois clos les 30 novembre					
	Communications		**Autres**		**Consolidé**	
	2016	2015	**2016**	2015	**2016**	2015
	$	$	**$**	$	**$**	$
Produits [1]	**549 090**	540 313	**33 998**	42 590	**583 088**	582 903
Charges d'exploitation	**294 699**	291 583	**27 122**	36 166	**321 821**	327 749
Honoraires de gestion – Cogeco inc.	**4 688**	4 588	**(4 688)**	(4 588)	**—**	—
Bénéfice sectoriel	**249 703**	244 142	**11 564**	11 012	**261 267**	255 154
Frais d'intégration, de restructuration et d'acquisition [2]	**—**	2 030	**—**	—	**—**	2 030
Dotations aux amortissements	**119 076**	125 669	**832**	1 494	**119 908**	127 163
Charges financières	**32 090**	33 353	**1 245**	1 638	**33 335**	34 991
Impôts sur le résultat	**23 513**	21 984	**2 552**	2 155	**26 065**	24 139
Bénéfice de la période	**75 024**	61 106	**6 935**	5 725	**81 959**	66 831
Total des actifs [3]	**5 351 763**	5 333 249	**161 719**	162 271	**5 513 482**	5 495 520
Immobilisations corporelles [3]	**1 982 202**	1 989 720	**14 545**	14 527	**1 996 747**	2 004 247
Immobilisations incorporelles [3]	**2 075 659**	2 059 548	**79 918**	79 918	**2 155 577**	2 139 466
Goodwill [3]	**1 080 079**	1 060 780	**18 585**	18 585	**1 098 664**	1 079 365
Acquisition d'immobilisations corporelles	**90 962**	141 422	**850**	761	**91 812**	142 183
Acquisition d'immobilisations incorporelles et d'autres actifs	**5 532**	4 897	**—**	150	**5 532**	5 047

(1) Pour la période de trois mois close le 30 novembre 2016, les produits par marché géographique comprennent 392 688 $ au Canada (396 354 $ en 2015), 182 341 $ aux États-Unis (176 573 $ en 2015) et 8 059 $ en Europe (9 976 $ en 2015).

(2) Comprennent des frais d'acquisition et d'intégration pour Atlantic Broadband et des frais de restructuration pour Cogeco Peer 1.

(3) Aux 30 novembre 2016 et 31 août 2016.

Les tableaux suivants présentent certaines données géographiques aux 30 novembre 2016 et 31 août 2016 :

	Au 30 novembre 2016			
	Canada	États-Unis	Europe	Total
	$	**$**	**$**	**$**
Immobilisations corporelles	**1 442 137**	**519 567**	**35 043**	**1 996 747**
Immobilisations incorporelles	**1 131 447**	**1 018 528**	**5 602**	**2 155 577**
Goodwill	**240 452**	**843 739**	**14 473**	**1 098 664**

	Au 31 août 2016			
	Canada	États-Unis	Europe	Total
	$	$	$	$
Immobilisations corporelles	1 464 877	502 357	37 013	2 004 247
Immobilisations incorporelles	1 131 110	1 002 134	6 222	2 139 466
Goodwill	240 452	824 074	14 839	1 079 365

4. REGROUPEMENT D'ENTREPRISES

Le 1er septembre 2016, Cogeco Connexion a conclu l'acquisition de l'ensemble des actions de Briand et Moreau Câble inc., une entreprise de câblodistribution régionale exerçant ses activités en Gaspésie, au Québec, qui desservait, au 1er septembre 2016, 1 439 clients de services de vidéo et 808 clients de services d'Internet.

L'acquisition a été comptabilisée au moyen de la méthode de l'acquisition et est assujettie aux ajustements postérieurs à la clôture. La répartition préliminaire du prix d'achat s'établit comme suit :

	Préliminaire 30 novembre 2016 $
Prix d'achat	
Contrepartie versée	880
Solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises	896
	1 776
Actifs nets acquis	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	76
Créances clients et autres débiteurs	70
Charges payées d'avance et autres	9
Immobilisations corporelles	204
Immobilisations incorporelles	2 296
Dettes fournisseurs et autres créditeurs pris en charge	(102)
Passifs d'impôts sur le résultat	(13)
Produits différés et perçus d'avance	(10)
Passifs d'impôts différés	(549)
Dette à long terme prise en charge	(205)
	1 776

5. CHARGES D'EXPLOITATION

	Trois mois clos les 30 novembre	
	2016	2015
	$	$
Salaires, avantages du personnel et services impartis	**105 967**	108 793
Coûts de prestations de service [1]	**165 324**	166 480
Coûts liés aux clients [2]	**19 664**	20 651
Autres achats externes [3]	**30 866**	31 825
	321 821	327 749

(1) Comprennent le coût des équipements vendus, les coûts liés au contenu et à la programmation, les paiements à d'autres entreprises de télécommunications, les dépenses liées aux centres de données informatiques, les frais de franchise et les coûts de réseau.

(2) Comprennent les frais de publicité et de marketing, les frais de vente, les frais de facturation, les charges pour créances douteuses et les frais de recouvrement.

(3) Comprennent les frais relatifs aux immeubles à bureau, les honoraires professionnels, les frais liés au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC »), les pertes et profits sur cession d'immobilisations corporelles et d'autres frais d'administration.

6. DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

	Trois mois clos les 30 novembre	
	2016	2015
	$	$
Amortissement des immobilisations corporelles	**104 410**	109 234
Amortissement des immobilisations incorporelles	**15 498**	17 929
	119 908	127 163

7. CHARGES FINANCIÈRES

	Trois mois clos les 30 novembre	
	2016	2015
	$	$
Intérêts sur la dette à long terme	**32 696**	35 102
Gains nets de change	**(523)**	(1 660)
Amortissement des coûts de transaction différés	**631**	612
Coûts d'emprunt capitalisés [1]	**(654)**	(366)
Autres	**1 185**	1 303
	33 335	34 991

(1) Pour les périodes de trois mois closes les 30 novembre 2016 et 2015, le taux d'intérêt moyen utilisé pour la capitalisation des coûts d'emprunt était de 4,5 %.

8. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

	Trois mois clos les 30 novembre	
	2016	2015
	$	$
Exigibles	**23 923**	26 413
Différés	**2 142**	(2 274)
	26 065	24 139

Le tableau suivant présente le rapprochement entre la charge d'impôts sur le résultat selon les taux d'impôts sur le résultat fédéral et provinciaux réglementaires du Canada et la charge d'impôts sur le résultat consolidé :

	Trois mois clos les 30 novembre	
	2016	2015
	$	$
Bénéfice avant impôts sur le résultat	**108 024**	90 970
Taux d'imposition combiné canadien	**26,50%**	26,67%
Impôts sur le résultat au taux d'imposition combiné canadien	**28 626**	24 264
Ajustement lié aux pertes ou aux bénéfices assujettis à des taux d'impôts sur le résultat inférieurs ou supérieurs	**3 074**	1 977
Réévaluation des actifs d'impôts différés	**376**	—
Incidence sur les impôts différés résultant du changement des taux d'impôts pratiquement en vigueur	**(1 552)**	1 681
Impôts sur le résultat découlant des dépenses non déductibles et des bénéfices non imposables	**(30)**	180
Incidences fiscales provenant des établissements à l'étranger	**(4 230)**	(5 366)
Autres	**(199)**	1 403
Impôts sur le résultat au taux d'impôt effectif	**26 065**	24 139

9. BÉNÉFICE PAR ACTION

Le tableau suivant présente un rapprochement entre le bénéfice par action de base et dilué :

	Trois mois clos les 30 novembre	
	2016	2015
	$	$
Bénéfice de la période attribuable aux propriétaires de la Société	**30 765**	25 197
Nombre moyen pondéré d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote en circulation	**16 720 990**	16 732 126
Incidence des unités d'actions incitatives dilutives	**57 194**	75 750
Incidence des unités d'actions liées au rendement dilutives	**44 953**	26 505
Nombre moyen pondéré dilué d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote en circulation	**16 823 137**	16 834 381
Bénéfice par action		
De base	**1,84**	1,51
Dilué	**1,83**	1,50

10. DETTE À LONG TERME

	Échéance	Taux d'intérêt	30 novembre 2016	31 août 2016
		%	$	$
Société mère [1]				
Débentures non garanties	novembre 2021	6,50	**34 795**	34 784
Billets non garantis de premier rang	mars 2020	6,00	**49 217**	49 164
Contrat de location-financement	janvier 2017	3,23	**4**	11
Filiales				
Facilité à terme renouvelable [2]				
Facilité renouvelable du Canada				
Emprunt renouvelable	janvier 2021	3,15 [3]	**30 000**	—
Emprunt renouvelable - 18,5 millions $ US (59,5 millions $ US au 31 août 2016)	janvier 2021	2,06 [3] [4]	**24 844**	78 040
Emprunt renouvelable - 23,7 millions £ (23,6 millions £ au 31 août 2016)	janvier 2021	1,77 [3]	**39 811**	40 646
Facilité renouvelable du Royaume-Uni – 4,4 millions £	janvier 2021	1,70 [3]	**7 391**	7 578
Billets garantis de premier rang				
Série A – 25 millions $ US	septembre 2024	4,14	**33 451**	32 665
Série B – 150 millions $ US	septembre 2026	4,29	**200 671**	195 961
Billets garantis de premier rang Série B	octobre 2018	7,60	**54 870**	54 853
Billets garantis de premier rang – 215 millions $ US	juin 2025	4,30	**287 545**	280 787
Débentures garanties de premier rang série 2	novembre 2020	5,15	**199 218**	199 174
Débentures garanties de premier rang série 3	février 2022	4,93	**198 923**	198 878
Débentures garanties de premier rang série 4	mai 2023	4,18	**297 860**	297 788
Débenture non garantie de premier rang	mars 2018	5,94	**99 949**	99 939
Billets non garantis de premier rang – 400 millions $ US	mai 2020	4,88	**533 013**	520 201
Facilités de crédit de premier rang				
Facilité d'emprunt à terme A-2 - 96,2 millions $ US (98,2 millions $ US au 31 août 2016)	septembre 2019	2,48 [3] [5]	**127 706**	127 146
Facilité d'emprunt à terme A-3 - 120,6 millions $ US (124,6 millions $ US au 31 août 2016)	septembre 2019	2,48 [3] [5]	**159 951**	161 284
Facilité d'emprunt à terme B - 355,4 millions $ US (362,6 millions $ US au 31 août 2016)	novembre 2019	3,25 [3]	**468 188**	466 024
Facilité renouvelable - 70,9 millions $ US (76 millions $ US au 31 août 2016)	septembre 2019	2,49 [3]	**95 211**	99 682
Autre	décembre 2016	3,45	**205**	—
			2 942 823	2 944 605
Moins : tranche à court terme			**13 104**	22 527
			2 929 719	2 922 078

(1) Le 5 décembre 2016, la Société a apporté des modifications à sa facilité à terme renouvelable pour laquelle l'échéance a été prolongée d'une année additionnelle, jusqu'au 1er février 2022.

(2) Le 9 décembre 2016, la filiale de la Société, Cogeco Communications, a apporté des modifications à sa facilité à terme renouvelable pour laquelle l'échéance a été prolongée d'une année additionnelle, jusqu'au 24 janvier 2022.

(3) Taux d'intérêt sur la dette, incluant la marge applicable.

(4) Le montant prélevé sur la facilité renouvelable a été couvert jusqu'au 4 janvier 2017, au moyen des conventions de swaps de devises qui fixent le montant remboursable à l'échéance à 25 millions $ CAD et le taux d'intérêt effectif sur l'équivalent en dollars canadiens à 1,91 %.

(5) Le 14 octobre 2015, une filiale américaine de Cogeco Communications, a conclu deux conventions de swaps de taux d'intérêt visant à fixer les taux d'intérêt sur un montant notionnel de 150 millions $ US (75 millions $ US en vertu de chaque convention) au titre de ses emprunts fondés sur le taux LIBOR. Ces conventions ont pour effet de convertir le taux de base variable LIBOR en dollars américains à un taux fixe de 0,6120 % et de 0,9870 % en vertu des facilités d'emprunt à terme A-3 et A-2 jusqu'au 30 octobre 2017 et au 31 juillet 2019, respectivement.

11. CAPITAL SOCIAL

A) AUTORISÉ

Nombre illimité :

Actions privilégiées de premier et de second rang pouvant être émises en série, ne comportant aucun droit de vote, sauf tel qu'il est prévu par la loi ou par les statuts de la Société.

Actions à droits de vote multiples, 20 votes par action.

Actions subalternes à droit de vote, 1 vote par action.

B) ÉMIS ET PAYÉ

	30 novembre 2016	31 août 2016
	$	$
1 842 860 actions à droits de vote multiples	12	12
14 969 572 actions subalternes à droit de vote	121 815	121 815
	121 827	121 827
50 378 actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives (63 021 au 31 août 2016)	(2 600)	(3 142)
61 386 actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions liées au rendement (38 786 au 31 août 2016)	(3 432)	(2 196)
	115 795	116 489

Au cours des trois premiers mois de l'exercice 2017, les actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions incitatives ont évolué comme suit:

	Nombre d'actions	Montant
		$
Solde au 31 août 2016	63 021	3 142
Actions subalternes à droit de vote acquises	18 379	1 005
Actions subalternes à droit de vote distribuées aux employés	(31 022)	(1 547)
Solde au 30 novembre 2016	50 378	2 600

Au cours des trois premiers mois de l'exercice 2017, les actions subalternes à droit de vote détenues en fiducie en vertu du régime d'unités d'actions liées au rendement ont évolué comme suit:

	Nombre d'actions	Montant
		$
Solde au 31 août 2016	38 786	2 196
Actions subalternes à droit de vote acquises	22 701	1 242
Actions subalternes à droit de vote distribuées aux employés	(101)	(6)
Solde au 30 novembre 2016	61 386	3 432

C) DIVIDENDES

Pour la période de trois mois close le 30 novembre 2016, un dividende déterminé trimestriel de 0,34 $ l'action a été versé aux détenteurs d'actions à droits de vote multiples et d'actions subalternes à droit de vote, pour un total de 5,7 millions $, comparativement à un dividende déterminé trimestriel de 0,295 $ l'action ou 4,9 millions $ pour la période de trois mois close le 30 novembre 2015.

Au cours de sa réunion du 11 janvier 2017, le conseil d'administration de Cogeco a déclaré un dividende déterminé trimestriel de 0,34 $ l'action pour les actions à droits de vote multiples et les actions subalternes à droit de vote, payable le 8 février 2017 aux actionnaires inscrits en date du 25 janvier 2017.

D) RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION FONDÉE SUR DES ACTIONS

La Société et sa filiale, Cogeco Communications, offrent à leurs employés et à ceux de leurs filiales des régimes d'achat d'actions et offrent également à leurs hauts dirigeants et employés désignés des régimes d'options d'achat d'actions. Aux termes de ces régimes, un maximum de 10 % des actions subalternes à droit de vote en circulation sont disponibles. De plus, la Société et sa filiale, Cogeco Communications, offrent des régimes d'unités d'actions incitatives et des régimes d'unités d'actions liées au rendement à leurs hauts dirigeants et employés désignés, et des régimes d'unités d'actions différées aux membres du conseil d'administration. Une description détaillée de ces régimes se trouve dans les états financiers consolidés annuels de 2016 de la Société.

Pour la période de trois mois close le 30 novembre 2016, Cogeco n'a attribué aucune option d'achat d'actions à ses employés en vertu du régime d'options d'achat d'actions de la Société et aucune option n'était en circulation aux 30 novembre 2016 et 31 août 2016.

En vertu du régime d'options d'achat d'actions de Cogeco Communications, les options suivantes ont été attribuées et sont en circulation au 30 novembre 2016 :

	Options	Prix d'exercice moyen pondéré
		$
En circulation au 31 août 2016	**645 626**	**53,67**
Attribuées [1]	**205 375**	**62,12**
Exercées [2]	**(35 590)**	**50,92**
Annulées	**(34 280)**	**58,13**
En circulation au 30 novembre 2016	**781 131**	**55,82**
Pouvant être exercées au 30 novembre 2016	**297 077**	**48,13**

(1) Pour la période de trois mois close le 30 novembre 2016, Cogeco Communications a attribué 81 350 options sur actions à des hauts dirigeants de Cogeco à titre de hauts dirigeants de Cogeco Communications.

(2) Pour les options d'achat d'actions exercées pendant la période, le prix moyen pondéré de l'action était de 61,79 $.

Une charge de rémunération de 270 000 $ (350 000 $ en 2015) a été comptabilisée pour la période de trois mois close le 30 novembre 2016 relativement à ce régime.

La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours de la période de trois mois close le 30 novembre 2016 était de 8,91 $ (11,43 $ en 2015) l'option. La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées a été estimée à la date d'attribution, pour les fins de la détermination de la rémunération fondée sur des actions liées aux options, au moyen du modèle d'évaluation d'options Black-Scholes en fonction des hypothèses moyennes pondérées suivantes :

	2016	2015
	%	%
Taux de dividende attendu	**2,52**	2,07
Volatilité attendue	**21,30**	22,36
Taux d'intérêt sans risque	**0,80**	0,97
Durée prévue (en années)	**6,1**	6,1

En vertu du régime d'unités d'actions incitatives, les unités d'actions incitatives suivantes ont été attribuées par la Société et sont en circulation au 30 novembre 2016 :

En circulation au 31 août 2016	**62 475**
Attribuées	**18 925**
Distribuées	**(31 022)**
En circulation au 30 novembre 2016	**50 378**

En vertu du régime d'unités d'actions incitatives de Cogeco Communications, les unités d'actions incitatives suivantes ont été attribuées et sont en circulation au 30 novembre 2016:

En circulation au 31 août 2016	**144 623**
Attribuées [1]	**40 275**
Distribuées	**(71 261)**
Annulées	**(5 184)**
En circulation au 30 novembre 2016	**108 453**

(1) Pour la période de trois mois close le 30 novembre 2016, Cogeco Communications n'a pas attribué d'unités d'actions incitatives à des hauts dirigeants de Cogeco à titre de hauts dirigeants de Cogeco Communications.

Une charge de rémunération de 724 000 $ (1 497 000 $ en 2015) a été comptabilisée pour la période de trois mois close le 30 novembre 2016 relativement à ces régimes.

En vertu du régime d'unités d'actions liées au rendement, les unités d'actions liées au rendement suivantes ont été attribuées par la Société et sont en circulation au 30 novembre 2016 :

En circulation au 31 août 2016	**38 062**
Attribuées	**21 925**
Distribuées	**(101)**
Équivalents de dividendes	**367**
En circulation au 30 novembre 2016	**60 253**

En vertu du régime d'unités d'actions liées au rendement de Cogeco Communications, les unités d'actions liées au rendement suivantes ont été attribuées et sont en circulation au 30 novembre 2016 :

En circulation au 31 août 2016	**81 376**
Attribuées [1]	**49 325**
Distribuées	**(911)**
Annulées	**(9 950)**
Équivalents de dividendes	**796**
En circulation au 30 novembre 2016	**120 636**

(1) Pour la période de trois mois close le 30 novembre 2016, Cogeco Communications a attribué 12 150 unités d'actions liées au rendement à des hauts dirigeants de Cogeco à titre de hauts dirigeants de Cogeco Communications.

Une charge de rémunération de 384 000 $ (517 000 $ en 2015) a été comptabilisée pour la période de trois mois close le 30 novembre 2016 relativement à ces régimes.

En vertu du régime d'unités d'actions différées, les unités d'actions différées suivantes ont été émises par la Société et sont en circulation au 30 novembre 2016 :

En circulation au 31 août 2016	**59 824**
Équivalents de dividendes	**367**
En circulation au 30 novembre 2016	**60 191**

En vertu du régime d'unités d'actions différées de Cogeco Communications, les unités d'actions différées suivantes ont été émises et sont en circulation au 30 novembre 2016 :

En circulation au 31 août 2016	**32 483**
Équivalents de dividendes	**215**
En circulation au 30 novembre 2016	**32 698**

Une charge de rémunération de 295 000 $ (162 000 $ en 2015) a été comptabilisée pour la période de trois mois close le 30 novembre 2016 relativement à ces régimes.

12. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Réserve de couvertures de flux de trésorerie	Ajustements au titre de l'écart de change	Total
	$	$	$
Solde au 31 août 2015	438	26 401	26 839
Autres éléments du résultat global	2	1 483	1 485
Solde au 30 novembre 2015	440	27 884	28 324
Solde au 31 août 2016	**(47)**	**27 156**	**27 109**
Autres éléments du résultat global	**240**	**677**	**917**
Solde au 30 novembre 2016	**193**	**27 833**	**28 026**

13. TABLEAUX DES FLUX DE TRÉSORERIE

A) VARIATIONS DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES SANS EFFET DE TRÉSORERIE

	Trois mois clos les 30 novembre	
	2016	2015
	$	$
Créances clients et autres débiteurs	**(8 878)**	7 047
Charges payées d'avance et autres	**(8 381)**	(7 821)
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	**(72 887)**	(66 044)
Provisions	**1 879**	480
Produits différés et perçus d'avance et autres passifs	**873**	2 496
	(87 394)	(63 842)

B) TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Aux 30 novembre 2016 et 31 août 2016 la Société ne détenait aucun équivalent de trésorerie.

14. AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société et ses filiales offrent à leurs employés des régimes de retraite à prestations définies, des régimes de retraite à cotisations définies ou des régimes enregistrés d'épargne-retraite collectifs qui sont décrits dans les états financiers consolidés annuels de la Société.

La charge totale liée à ces régimes se détaille comme suit :

	Trois mois clos les 30 novembre	
	2016	2015
	$	$
Régimes à prestations définies		
Comptabilisée dans les charges d'exploitation (salaires, avantages du personnel et services impartis)		
Coût des services rendus au cours de la période	**903**	848
Charges administratives	**88**	71
Comptabilisée dans les charges financières (autres)		
Intérêts nets	**54**	48
Régimes à cotisations définies et régimes enregistrés d'épargne-retraite collectifs		
Comptabilisée dans les charges d'exploitation (salaires, avantages du personnel et services impartis)	**2 533**	2 482
	3 578	3 449

15. INSTRUMENTS FINANCIERS

A) GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La direction a pour objectif de protéger Cogeco et ses filiales contre les risques économiques importants et la variabilité des résultats, et contre certains risques financiers, notamment le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de taux d'intérêt et le risque de change qui sont décrits dans les états financiers consolidés annuels de la Société.

Risque de liquidité

Au 30 novembre 2016, la facilité à terme renouvelable d'un montant de 50 millions $ de la Société était inutilisée et un montant de 121,3 millions $ avait été utilisé sur la facilité à terme renouvelable de Cogeco Communications d'un montant de 800 millions $ pour une disponibilité restante de 678,7 millions $. Par ailleurs, deux filiales de Cogeco Communications bénéficient d'une facilité renouvelable de 201,4 millions $ (150 millions $ US) dont un montant de 97,2 millions $ (72,4 millions $ US) étaient utilisés au 30 novembre 2016 pour un solde disponible de 104,2 millions $ (77,6 millions $ US).

Risque de taux d'intérêt

La Société et sa filiale, Cogeco Communications, sont exposées au risque de taux d'intérêt relativement à ses instruments à taux variable. Les fluctuations des taux d'intérêt auront une incidence sur le remboursement de ces instruments. Au 30 novembre 2016, la totalité de la dette à long terme de la Société et de Cogeco Communications portait intérêt à taux fixe, à l'exception des montants prélevés aux termes de la facilité à terme renouvelable et des facilités de crédit de premier rang de Cogeco Communications.

Pour réduire ce risque, la filiale de la Société, Cogeco Communications, a conclu des conventions de swaps de taux d'intérêt. Le tableau qui suit présente les swaps de taux d'intérêt en cours au 30 novembre 2016 :

Type de couverture	Montant notionnel	Taux d'intérêt reçu	Taux d'intérêt payé	Échéance	Élément couvert
Flux de trésorerie	75 millions $ US	Taux de base LIBOR en dollars américains	0,6120 %	30 octobre 2017	Facilité d'emprunt à terme A-3
Flux de trésorerie	75 millions $ US	Taux de base LIBOR en dollars américains	0,9870 %	31 juillet 2019	Facilité d'emprunt à terme A-2

La sensibilité de la charge financière annuelle de la Société à l'égard d'une variation de 1 % du taux d'intérêt applicable à la portion non couverte de ces facilités est d'approximativement 7 millions $ en fonction de la dette existante au 30 novembre 2016.

Risque de change

La filiale de la Société, Cogeco Communications, est exposée au risque de change relativement à sa dette à long terme libellée en dollars américains qui n'est pas désignée comme instrument de couverture sur ses investissements nets en dollars américains. Cogeco Communications a établi des lignes directrices selon lesquelles des conventions de swaps de devises peuvent être utilisés pour établir le taux de change applicable à sa dette à long terme libellée en dollars américains. Toutes ces conventions sont utilisées exclusivement à des fins de couverture.

Cogeco Communications est également exposée au risque de change en raison de l'intérêt lié à sa dette à long terme libellée en dollars américains et en livres sterling. L'incidence d'une variation de 10% du taux de change pour la conversion du dollar américain et de la livre sterling en dollars canadiens ferait varier les charges financières d'approximativement 7,5 millions $ en fonction de la dette existante au 30 novembre 2016.

De plus, les investissements nets de Cogeco Communications dans des établissements à l'étranger sont exposés au risque de marché imputable aux fluctuations du taux de change, principalement en ce qui a trait aux variations de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain et à la livre sterling. Ce risque est réduit puisque la majeure partie des prix d'achat d'Atlantic Broadband et de Cogeco Peer 1 ont été empruntés directement en dollars américains et en livres sterling.

Le tableau suivant présente les investissements nets dans des établissements à l'étranger en cours au 30 novembre 2016 :

Type de couverture	Montant notionnel de la dette	Investissement global	Élément couvert
Investissement net	790 millions $ US	891,2 millions $ US	Investissements nets dans des établissements à l'étranger en dollars américains
Investissement net	23,7 millions £	29,9 millions £	Investissements nets dans des établissements à l'étranger en livres sterling

Les taux de change utilisés pour convertir en dollars canadiens les montants des comptes de l'état de la situation financière libellés en dollars américains et en livres sterling au 30 novembre 2016 étaient de 1,3429 $ pour un dollar américain (1,3116 $ au 31 août 2016) et de 1,6798 $ pour une livre sterling (1,7223 $ le 31 août 2016). Une variation de 10 % des taux de change pour la conversion du dollar américain et de la livre sterling en dollars canadiens ferait varier les autres éléments du résultat global d'approximativement 14,6 millions $.

B) JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La valeur comptable de tous les instruments financiers de la Société correspond approximativement à leur juste valeur, à moins d'indication contraire dans le tableau suivant :

	30 novembre 2016		31 août 2016	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
	$	$	$	$
Dette à long terme	**2 942 823**	**3 029 344**	2 944 605	3 067 189

C) GESTION DU CAPITAL

Aux 30 novembre 2016 et 31 août 2016, la Société et ses filiales se conformaient à toutes les clauses restrictives et n'étaient assujetties à aucune autre exigence extérieure en matière de capital.

Le tableau suivant résume certains des principaux ratios servant à assurer le suivi et la gestion de la structure du capital de la Société :

	30 novembre 2016	31 août 2016
Endettement net garanti [(1)] / BAIIA ajusté [(2)]	**2,2**	2,2
Endettement net [(3)] / BAIIA ajusté [(2)]	**2,9**	2,9
BAIIA ajusté [(2)] / charges financières [(2)]	**7,3**	7,2

(1) L'endettement net garanti est défini comme le total de l'endettement bancaire, du capital de la dette à long terme et des obligations en vertu des instruments financiers dérivés, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et du capital sur les débentures non garanties, la débenture non garantie de premier rang et les billets non garantis de premier rang.

(2) Calcul fondé sur le BAIIA ajusté et sur les charges financières pour les périodes de douze mois closes les 30 novembre 2016 et 31 août 2016.

(3) L'endettement net se définit comme le total de l'endettement bancaire, du solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises, du capital de la dette à long terme et des obligations en vertu des instruments financiers dérivés, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Le tableau suivant résume certains des principaux ratios servant à assurer le suivi et la gestion de la structure du capital de Cogeco Communications :

	30 novembre 2016	31 août 2016
Endettement net garanti [1] / BAIIA ajusté [2]	**2,3**	2,3
Endettement net [3] / BAIIA ajusté [2]	**2,9**	2,9
BAIIA ajusté [2] / charges financières [2]	**7,3**	7,2

(1) L'endettement net garanti est défini comme le total de l'endettement bancaire, du billet intersociétés a payer, du capital de la dette à long terme et des obligations en vertu des instruments financiers dérivés, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et du capital sur la débenture non garantie de premier rang et les billets non garantis de premier rang.

(2) Calcul fondé sur le BAIIA ajusté et sur les charges financières pour les périodes de douze mois closes les 30 novembre 2016 et 31 août 2016.

(3) L'endettement net se définit comme le total de l'endettement bancaire, du solde à payer relativement à un regroupement d'entreprises, du billet intersociétés a payer, du capital de la dette à long terme et des obligations en vertu des instruments financiers dérivés, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

16. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Cogeco fournit des services de direction, d'administration, de planification stratégique et financière et d'autres services à Cogeco Communications en vertu d'une convention de services de gestion. En vertu de la convention, les honoraires de gestion sont payables mensuellement et correspondent à 0,85 % des produits consolidés de Cogeco Communications, sans plafond ni ajustement en fonction de l'inflation. De plus, la convention prévoit une provision pour ajustement futur à la demande de Cogeco Communications ou de la Société, dans l'éventualité où le montant des honoraires de gestion ne cadrerait plus avec les coûts, le temps et les ressources investis par Cogeco. Cogeco Communications rembourse à Cogeco les frais et débours engagés dans le cadre des services fournis aux termes de la convention.

Aucune rémunération directe n'est payable aux hauts dirigeants de Cogeco par Cogeco Communications. Toutefois, au cours de la période de trois mois close le 30 novembre 2016, Cogeco Communications a attribué 81 350 options sur actions (69 750 en 2015), n'a attribué aucune unité d'actions incitatives et a attribué 12 150 unités d'actions liées au rendement (11 150 in 2015) à ces hauts dirigeants à titre de hauts dirigeants de Cogeco Communications. Au cours de la période de trois mois close le 30 novembre 2016, Cogeco Communications a facturé à Cogeco des montants de 163 000 $ (144 000 $ en 2015), de 33 000 $ (113 000 $ en 2015) et de 136 000 $ (124 000 $ en 2015) relativement aux options sur actions, aux unités d'actions incitatives et aux unités d'actions liées au rendement de Cogeco Communications qu'elle a attribuées à ces hauts dirigeants.

Le 2 août 2016, une convention de prêt intersociétés a été conclue entre la Société et sa filiale, Cogeco Communications, en vertu de laquelle une facilité de crédit renouvelable a été constituée à l'usage de Cogeco Communications. Le montant maximal en capital de la facilité a été établi à 40 millions $, et la totalité de ce montant a été versée à Cogeco Communications à la date de signature. Ce montant demeurait impayé au 30 novembre 2016. La facilité de crédit est payable à vue, et les intérêts sont calculés sur le solde quotidien à un taux annuel équivalant à l'emprunt renouvelable de Cogeco Communications libellé en dollars américains assorti à la facilité renouvelable canadienne, tout en tenant compte de l'incidence des conventions de swaps de devises.

Il n'y a eu aucune autre transaction significative entre parties liées au cours des périodes considérées.

STATISTIQUES SUR LES CLIENTS DU SECTEUR DES COMMUNICATIONS

	30 novembre 2016	31 août 2016	31 mai 2016	29 février 2016	30 novembre 2015
DONNÉES CONSOLIDÉES					
Unités de service primaire	**2 527 602**	2 507 750	2 511 799	2 515 137	2 510 979
Clients du service de vidéo	**981 682**	982 955	992 409	1 001 337	1 009 098
Clients du service Internet	**1 007 610**	987 365	977 538	967 156	953 134
Clients du service de téléphonie	**538 310**	537 430	541 852	546 644	548 747
CANADA					
Unités de service primaire	**1 930 909**	1 914 017	1 921 799	1 932 343	1 933 527
Clients du service de vidéo	**740 855**	739 323	747 257	755 366	761 209
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	**43,3 %**	43,4%	43,9 %	44,6 %	45,0 %
Clients du service Internet	**749 275**	733 701	728 086	724 379	716 577
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	**43,8 %**	43,0%	42,8 %	42,7 %	42,4 %
Clients du service de téléphonie	**440 779**	440 993	446 456	452 598	455 741
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	**25,8 %**	25,9%	26,3 %	26,7 %	26,9 %
ÉTATS-UNIS					
Unités de service primaire	**596 693**	593 733	590 000	582 794	577 452
Clients du service de vidéo	**240 827**	243 632	245 152	245 971	247 889
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	**40,7 %**	41,2%	41,4 %	41,7 %	42,0 %
Clients du service Internet	**258 335**	253 664	249 452	242 777	236 557
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	**43,7 %**	42,9%	42,1 %	41,1 %	40,1 %
Clients du service de téléphonie	**97 531**	96 437	95 396	94 046	93 006
Pénétration en pourcentage des foyers câblés	**16,5 %**	16,3%	16,1 %	15,9 %	15,8 %